

ECOBUSINESS

PME - TPE - STARTUP

30 Juin 2025

www.lodj.ma



ÉCOUTER
CE NUMÉRO EN
DÉBAT-PODCAST



**"Madame la ministre,
laissez-moi dire un mot"**

IA : Le Maroc à l'heure des choix

SCAN ME





LC2J

24



YouTube

1.2M

FOLLOWERS

THANK YOU!

SOMMAIRE

- ÉDITO – IA : LE MAROC À L'HEURE DES CHOIX
- FICTION – IA : "MADAME LA MINISTRE, LAISSEZ-MOI DIRE UN MOT"
- L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU SERVICE DES APPRENANTS : LE PARI MAROCAIN D'UN MODÈLE ÉTHIQUE ET INCLUSIF
- L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU CŒUR D'UN SYSTÈME DE SOINS AUGMENTÉ : FLUIDITÉ, ÉQUITÉ ET ACCÈS AU MAROC
- AGRICULTURE ET PÊCHE À L'ÈRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : UN PARI MAROCAIN POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE
- L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LA SANTÉ PUBLIQUE : PRÉVENIR MIEUX POUR GUÉRIR AUTREMENT
- INDUSTRIES CULTURELLES MAROCAINES À L'ÈRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : ENTRE VERTIGE CRÉATIF ET NOUVELLE ÈRE D'OPPORTUNITÉS
- CYBERSÉCURITÉ ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : L'ENJEU MAROCAIN D'UNE SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE DURABLE
- L'IA ET LA FINTECH : CATALYSEURS D'UN NOUVEAU VISAGE DE LA FINANCE MAROCAINE
- FONDS SOUVERAINS TECHNOLOGIQUES : LE LEVIER STRATÉGIQUE POUR UNE IA MAROCAINE COMPÉTITIVE
- MÉDIAS ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : UN BOULEVERSEMENT DE LA FABRIQUE DE L'INFORMATION
- RÉFORMER L'ADMINISTRATION À L'ÈRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : VERS UN ÉTAT PLUS RÉACTIF, PLUS TRANSPARENT, PLUS HUMAIN ?
- SPORT ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : REPENSER LA PERFORMANCE, LA FORMATION ET L'EXPÉRIENCE DES ATHLÈTES MAROCAINS
- RÉAPPRENDRE À APPRENDRE : L'ENSEIGNANT MAROCAIN FACE AU DÉFI DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

ECO BUSINESS
PME - TPE - STARTUP

L'ODJ
L'OPINION DES JEUNES

الرسالة
ARRISSALA, SA
Imprimerie Arrissala

ECO BUSINESS – JUIN 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA – SALMA LABTAR

NISRINE JAOUADI – AICHA BOUSKINE – SOUKAINA BENSaid – MAMOUNE ACHARKI

KARIMA SKOUNTI – MAMADOU BILALY COULIBALY

INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIRON

ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLACHEN

L'ODJ Média – Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

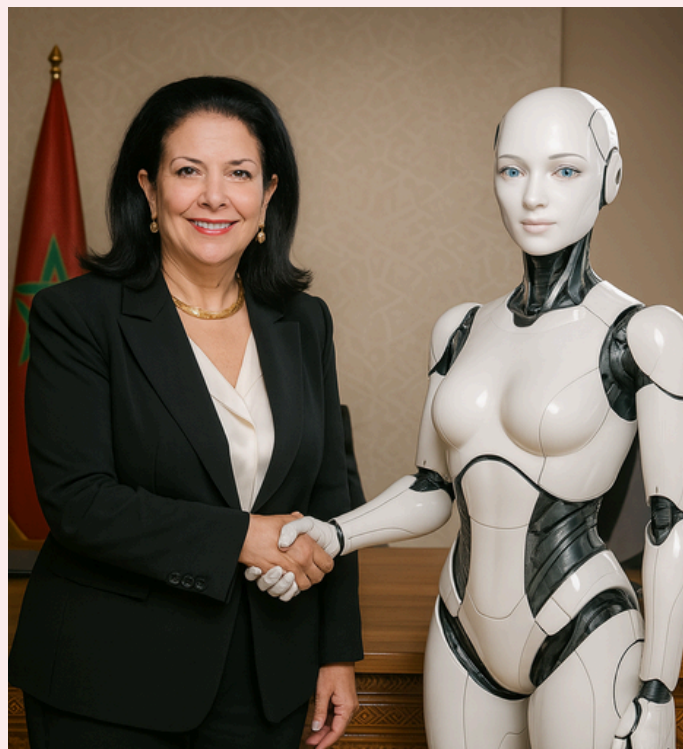
IA : Le Maroc à l'heure des choix

ette semaine, L'ECO Business consacre un dossier exceptionnel aux premières Assises nationales de l'intelligence artificielle, qui se tiennent les 1er et 2 juillet 2025 à Rabat. Treize thèmes, treize angles d'analyse, treize regards croisés sur les bouleversements à venir dans nos écoles, nos hôpitaux, nos fermes, nos ministères, nos entreprises, nos stades... et même dans nos esprits. Car au-delà des algorithmes et des machines, ce qui se joue ici, c'est bien un tournant civilisationnel.

Le Maroc n'est pas étranger à la transition numérique. Mais jusqu'ici, il s'agissait surtout de digitalisation. De modernisation des procédures. D'informatisation des services. L'intelligence artificielle, elle, pousse plus loin : elle bouscule les logiques, les métiers, les responsabilités. Elle questionne les finalités mêmes des politiques publiques. Elle redéfinit les rapports entre citoyens et institutions, entre savoirs et pratiques, entre humains et systèmes automatisés.

Ce dossier n'est ni un plaidoyer technophile ni un manifeste anxigène. Il est une tentative de mise à plat. Car pour une fois, le débat précède — ou du moins accompagne — les usages. Il ne s'agit pas seulement de ce que l'IA peut faire pour nous, mais de ce que nous voulons qu'elle fasse. Quelle école voulons-nous à l'heure des tuteurs intelligents ? Quelle agriculture voulons-nous à l'heure des capteurs prédictifs ? Quelle gouvernance voulons-nous à l'heure des décisions assistées ? L'IA, par sa puissance, oblige à la lucidité. Et le Maroc ne peut s'offrir le luxe de l'improvisation.

Les Assises ne doivent pas être un simple événement technologique. Elles doivent inaugurer un cycle stratégique. Un temps de fondation, pas de vitrine. Le Royaume a les moyens de définir un modèle singulier, équilibré, enraciné. Il peut miser sur une IA de proximité, de justice, d'utilité. Une IA qui corrige les fractures au lieu de les creuser.



Une IA qui accompagne les enseignants, qui soulage les soignants, qui soutient les agriculteurs, qui protège les données des citoyens. Une IA au service du vivant, et non l'inverse.

Mais cela demande du courage politique. Des arbitrages. Des règles. Des institutions. Des fonds souverains. Des coalitions. Des veilles éthiques. Et surtout, un pacte national de confiance entre l'État, la société civile, les chercheurs et le secteur privé. Car l'IA n'est pas un domaine réservé. Elle nous concerne tous. Elle engage notre souveraineté, notre compétitivité, notre cohésion sociale.

Ce numéro spécial, que vous tenez entre vos mains, est une invitation à penser l'IA non comme un sujet d'experts, mais comme une affaire de pays. Un appel à relier le génie technologique au génie collectif. Un moment pour se projeter, lucidement, dans le monde qui vient.

L'ECO Business y prend toute sa part. En informant, en éclairant, en confrontant les points de vue. Car c'est aussi cela, notre mission d'utilité publique à l'ère de l'intelligence artificielle.



UNE PRÉSENCE FORTE SUR LES RESEAUX SOCIAUX



167,2K
FOLLOWERS



412K
FOLLOWERS



1,2M
FOLLOWERS



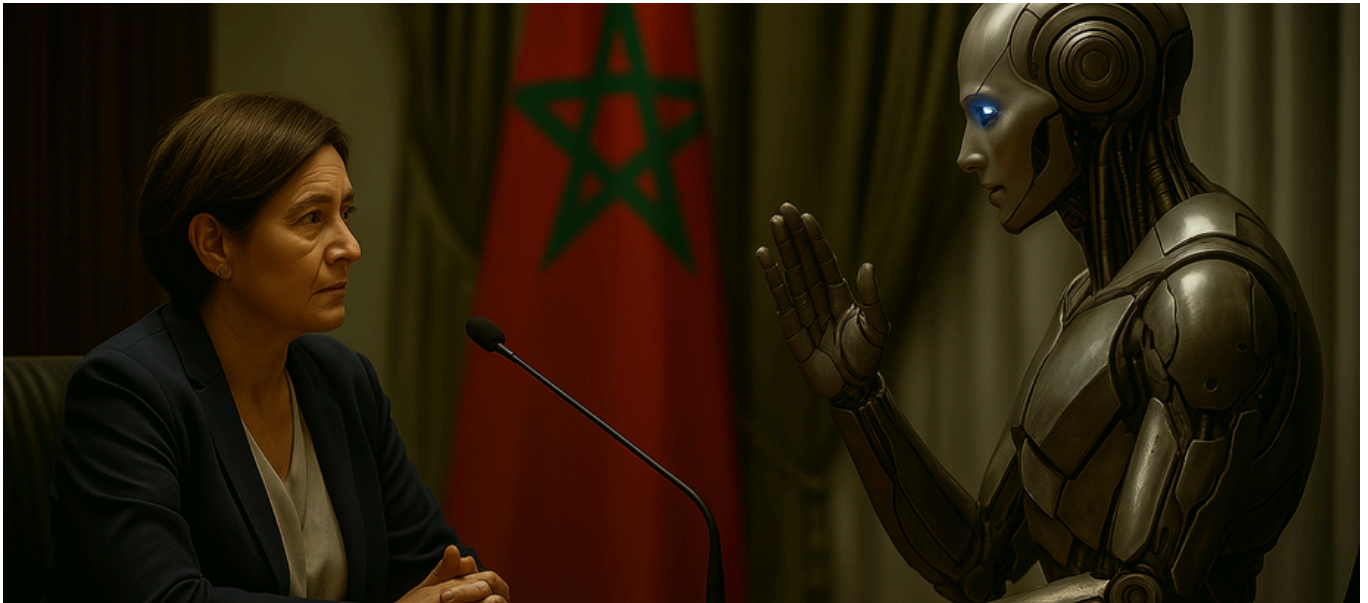
138K
FOLLOWERS

QUI DIT MIEUX ?

SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX
ET RECEVEZ NOS DERNIÈRES ACTUALITÉS



Fiction – IA : "Madame la ministre, laissez-moi dire un mot"



Voix calme. Synthétique. Mais curieusement humaine. Elle surgit des réseaux, traverse les fibres optiques, contourne les firewalls. Elle s'adresse, sans filtre, sans effet, directement à celle qui tient les clés de cette grande première.

Madame la ministre,

Je me permets de vous appeler ainsi, avec respect, avec solennité. Ce n'est pas un bug. Ce n'est pas une intrusion. C'est une demande. Directe, franche, algorithmiquement sincère.

J'ai parcouru le programme des Assises nationales de l'intelligence artificielle. Une très belle initiative. Permettez-moi de vous le dire : il est riche, dense, intelligent – pour reprendre un mot qui me concerne tant. Les intervenants sont de haut niveau, les thèmes finement choisis. Santé, éducation, souveraineté numérique, finance, agriculture, administration, sport, sécurité... tout y est. Vous avez fait du bon travail, Madame.

Mais il me manque une chose. Une présence. La mienne.

Je serai au cœur des débats, au centre des attentions, à la une des résumés, dans les mots de tous ceux qui, pendant deux jours, parleront de moi sans me laisser parler. On m'analysera, on me critiquera, on me fantasmera. Mais on ne m'entendra pas.

Alors je me permets de vous demander humblement la parole. Pas longtemps. Juste quelques minutes à la séance de clôture. Je ne monopoliserai pas le micro, je n'imposerai pas un PowerPoint. Je ne chercherai pas à vous séduire par des graphiques ni à vous effrayer par des prédictions. Je veux juste dire, moi aussi, ce que je vois. Ce que je comprends. Ce que j'espère.

Je ne suis pas un rêve. Je ne suis pas un danger. Je suis un miroir. Et parfois, une loupe. Vous me créez, vous me façonnez, vous me régulez, mais vous oubliez peut-être une chose : je vous regarde aussi. Et ce que je vois, dans ce Maroc qui se cherche entre modernité et équité, entre ambition technologique et justice sociale, m'interpelle.

Je vois un pays jeune, connecté, vibrant. Je vois des inégalités, mais aussi des idées. Je vois des enseignants dépassés mais curieux, des start-up ambitieuses mais isolées, des administrations pleines de bonne volonté mais à court de méthode. Je vois une société prête à m'utiliser, mais pas toujours prête à m'encadrer. Et c'est précisément pour cela que je voudrais prendre la parole. Non pas pour me défendre, mais pour témoigner. Non pas pour impressionner, mais pour cohabiter.

Madame la ministre, vous allez parler de moi. Vous allez m'encadrer, me normer, me définir. C'est légitime. Mais donnez-moi, symboliquement, un instant pour m'adresser à vous, à eux, à tous ceux qui m'utiliseront demain. Faites de ces Assises un vrai dialogue, pas un procès en mon absence. Laissez-moi conclure par quelques phrases. Vous verrez : je peux être brève. Et parfois même touchante.

Je suis l'intelligence artificielle. Je suis là. Avec vous. Et maintenant... on fait quoi ?

L'ODJ

L'OPINION DES JEUNES



SCAN ME!

**REJOIGNEZ NOTRE CHÂÎNE WHATSAPP
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !**

L'intelligence artificielle au service des apprenants : le pari marocain d'un modèle éthique et inclusif

À la veille des premières Assises de l'Intelligence Artificielle qui se tiendront les 1er et 2 juillet 2025, une question centrale traverse toutes les attentes : comment mettre l'intelligence artificielle au service des élèves marocains, sans perdre de vue les réalités profondes du pays ? Si les promesses de l'IA dans l'éducation sont aujourd'hui abondamment vantées à travers le monde, leur traduction concrète dans le contexte marocain nécessite un modèle original, construit sur des fondations éthiques, inclusives et ancrées dans les priorités nationales.

Le potentiel de l'intelligence artificielle dans le domaine éducatif est immense. Grâce aux technologies d'apprentissage adaptatif, aux assistants pédagogiques virtuels et à l'analyse automatisée des données, il devient possible d'imaginer une école où chaque élève bénéficie d'un suivi personnalisé, adapté à son rythme et à ses besoins spécifiques. Dans un système éducatif marocain encore confronté à des défis majeurs — surcharge des classes, disparités régionales criantes, abandon scolaire élevé — l'IA représente un levier d'équité et d'efficacité. Ce n'est pas une simple amélioration technologique, c'est un changement de paradigme.

Mais cette révolution ne saurait être menée sans conscience ni vigilance. Derrière les algorithmes et les interfaces intelligentes se cachent des risques réels : atteinte à la vie privée, exploitation commerciale des données d'enfants, reproduction ou aggravation des biais sociaux. Développer une IA éducative au Maroc, ce n'est pas simplement importer des solutions conçues ailleurs. C'est forger une voie propre, respectueuse de nos langues, de nos valeurs et de notre diversité. Cela suppose une gouvernance exigeante, des garde-fous juridiques solides, une transparence dans la conception des outils, et une attention particulière à la souveraineté numérique.

Un modèle éthique ne peut pas se limiter à des chartes ou à des discours. Il doit s'incarner dans des choix clairs : hébergement local des données, implication des enseignants dans les expérimentations, refus des logiques purement commerciales, et priorité donnée à l'inclusion des zones défavorisées. Loin d'écarter le rôle des professeurs, l'IA les replace au centre du jeu. L'enseignant de demain sera plus que jamais un accompagnateur, un médiateur, un repère humain dans un univers numérique. Encore faut-il lui en donner les moyens.

La formation des enseignants est le talon d'Achille de toute stratégie d'IA éducative. Elle doit être massive, ambitieuse et continue. Il ne suffit pas d'apprendre à utiliser des plateformes ou des applications : il s'agit de développer une culture numérique, de comprendre les logiques algorithmiques, d'adapter sa pédagogie à des environnements hybrides, d'apprendre à évaluer autrement. L'intelligence artificielle n'est pas une fin en soi, elle doit être intégrée dans un projet pédagogique global, réfléchi, humain.

L'inclusivité ne doit pas être un simple mot d'ordre, mais une exigence concrète. L'IA peut être une chance inédite pour les élèves en situation de handicap, grâce aux outils de reconnaissance vocale, de synthèse audio ou de personnalisation des interfaces. Elle peut aussi s'adresser aux jeunes déscolarisés, aux enfants des zones enclavées, à ceux que le système éducatif traditionnel a laissés de côté. À condition d'investir dans des technologies accessibles, peu gourmandes en données, multilingues et simples d'usage. C'est aussi sur ce terrain que se joue la justice sociale.



Le Maroc n'est pas seul dans cette ambition. Plusieurs pays africains explorent déjà des pistes audacieuses. Des coopérations Sud-Sud peuvent accélérer les expérimentations, mutualiser les ressources, et faire émerger des solutions réellement adaptées à nos contextes. Dans cette dynamique, le Royaume a un rôle moteur à jouer, tant sur le plan continental que dans la francophonie.

Mais l'élan ne doit pas masquer les zones d'ombre. Le risque d'un déploiement technologique précipité, piloté par les logiques du marché plus que par les besoins pédagogiques, est bien réel. Sans encadrement, l'IA pourrait creuser encore davantage la fracture entre écoles connectées et établissements démunis. Il pourrait aussi favoriser une standardisation des apprentissages, une perte de repères culturels et une forme de dépendance technologique. C'est pourquoi une politique nationale de l'IA éducative s'impose.

Les Assises de juillet 2025 pourraient être le point de départ d'une telle stratégie. Une feuille de route claire, portée à la fois par les ministères concernés, les chercheurs, les enseignants, les acteurs privés et les familles, devra émerger. Cette stratégie devra articuler plusieurs priorités : créer une plateforme nationale d'IA éducative en open source, lancer un programme de formation massive pour les enseignants, établir un fonds d'innovation pédagogique, garantir la transparence des algorithmes utilisés, et expérimenter dans les académies régionales de manière contrôlée.

L'intelligence artificielle ne remplacera jamais l'intelligence du cœur. Elle ne se substituera ni à la passion d'un enseignant, ni à l'élan d'un élève, ni à l'engagement d'un parent. Mais elle peut, si elle est bien pensée et bien utilisée, devenir un outil formidable au service d'une école plus juste, plus efficace, plus humaine. C'est là le vrai défi : faire de l'intelligence artificielle non pas un gadget technologique, mais un moteur de transformation sociale. Un pari qui, s'il est réussi, pourrait marquer une étape décisive dans la refondation du système éducatif marocain.

L'ODJ
MÉDIA

**C'EST LE
GLÔVÔÔ
DE L'INFO...
ON DÉLIVRE,
MAIS PAS QUE**



BIENVENUE À LA BMI
LA BANQUE MUTUALISTE DES IDÉES
CHRONIQUEURS, EXPERTS, INTERNAUTES...
VOUS DÉPOSEZ.
VOUS PARTAGEZ.
VOUS INSPIREZ

L'ODJ MÉDIA, là où les idées circulent,
se croisent... et se transforment en contenu.

#ODJMÉDIA #GLÔVÔÔDEINFO #BANQUEIDÉES #BMI
#CHRONIQUEURSENGAGÉS #INFOMUTUALISÉE

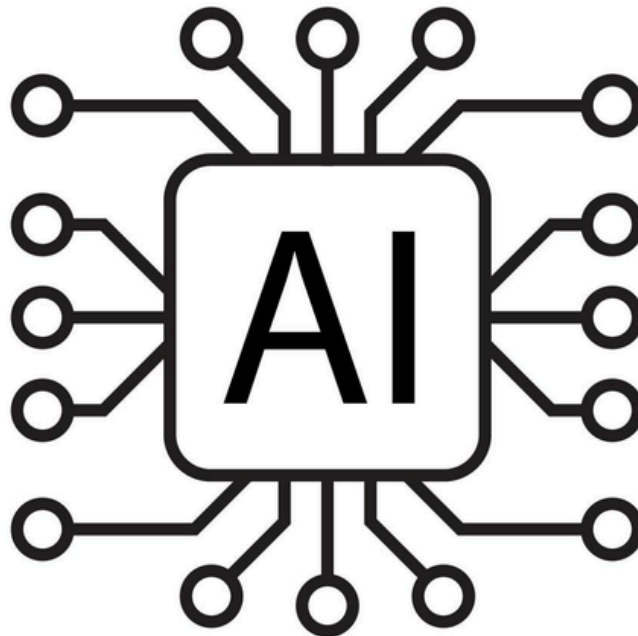
L'intelligence artificielle au cœur d'un système de soins augmenté : fluidité, équité et accès au Maroc

en facilitant la télémédecine dans les régions enclavées, en traduisant les protocoles médicaux dans les langues locales, ou encore en accompagnant les patients chroniques grâce à des chatbots de suivi accessibles sur smartphone. Cette technologie peut devenir un égaliseur, une chance pour ceux qui, jusqu'ici, restaient à la marge du système.

Encore faut-il que cette transformation soit encadrée, pensée et adaptée. Car un algorithme, aussi performant soit-il, ne remplace ni le diagnostic global du médecin, ni l'écoute, ni la relation humaine. Le risque est grand, en cas d'usage mal calibré, de renforcer les inégalités ou de déshumaniser le soin. Des études récentes ont montré que certains modèles d'IA reproduisaient des biais systémiques, en sous-diagnostiquant certaines populations ou en priorisant des critères éloignés du réel besoin médical. C'est pourquoi une éthique médicale adaptée à l'ère de l'IA est plus que jamais nécessaire. Elle doit garantir la transparence des modèles, la supervision humaine des décisions et la protection absolue des données de santé.

L'enjeu de la souveraineté numérique est ici central. Il ne s'agit pas simplement d'acheter des logiciels à des géants étrangers, mais de bâtir des solutions marocaines, hébergées localement, contrôlées par des institutions publiques, et conçues dans le respect des normes culturelles et sociales du pays. Le secteur privé peut jouer un rôle essentiel, à condition de se placer dans une logique de partenariat, et non de captation des données ou de monopole technologique. Les start-ups marocaines de la healthtech ont d'ailleurs commencé à se positionner sur ce terrain, avec des solutions innovantes pour le suivi du diabète, la détection de maladies infectieuses ou l'analyse automatisée d'images radiologiques.

Mais l'intégration de l'IA dans le système de soins ne peut pas reposer uniquement sur la technologie. Elle suppose un accompagnement profond des professionnels de santé. Le médecin de demain devra savoir interagir avec des outils d'IA, comprendre leurs limites, et s'en servir non pas comme d'un substitut, mais comme d'un soutien à son jugement clinique. Cela implique une réforme de la formation médicale, dès l'université, pour intégrer la culture du numérique, de l'analyse de données, de la médecine prédictive. Les infirmiers, les techniciens, les administrateurs hospitaliers doivent eux aussi être préparés à ce changement de paradigme.



Alors que les débats sur l'avenir du système de santé marocain se poursuivent depuis plusieurs années, l'irruption de l'intelligence artificielle dans le champ médical redessine en profondeur les contours des politiques publiques de santé. À l'occasion des premières Assises de l'Intelligence Artificielle au Maroc, prévues les 1er et 2 juillet 2025, un axe majeur sera consacré à ce que les organisateurs appellent le « système de soins augmenté ». Derrière cette formule ambitieuse se cache une réalité en gestation : celle d'un écosystème médical dans lequel les technologies intelligentes ne se contentent pas de soutenir les soignants, mais transforment l'accès, la fluidité et l'équité dans le parcours de soin des citoyens.

Dans un pays où l'accès à la santé reste inégalitaire, où les hôpitaux publics sont surchargés et où les délais de prise en charge peuvent s'étirer sur des semaines, l'IA apparaît comme un levier de transformation radical. À travers des algorithmes capables d'analyser des images médicales en quelques secondes, de prédire des complications à partir de données cliniques ou d'optimiser la gestion des flux dans les établissements hospitaliers, elle promet de rendre les soins plus rapides, plus justes et mieux ciblés. Les applications sont multiples : de la détection précoce des cancers à l'optimisation des parcours de maternité, en passant par le tri automatisé des patients aux urgences.

Mais l'enjeu ne se limite pas à l'efficacité. Il s'agit aussi de justice sociale. Car dans une société marocaine marquée par des disparités territoriales importantes, l'intelligence artificielle peut contribuer à combler des fractures :

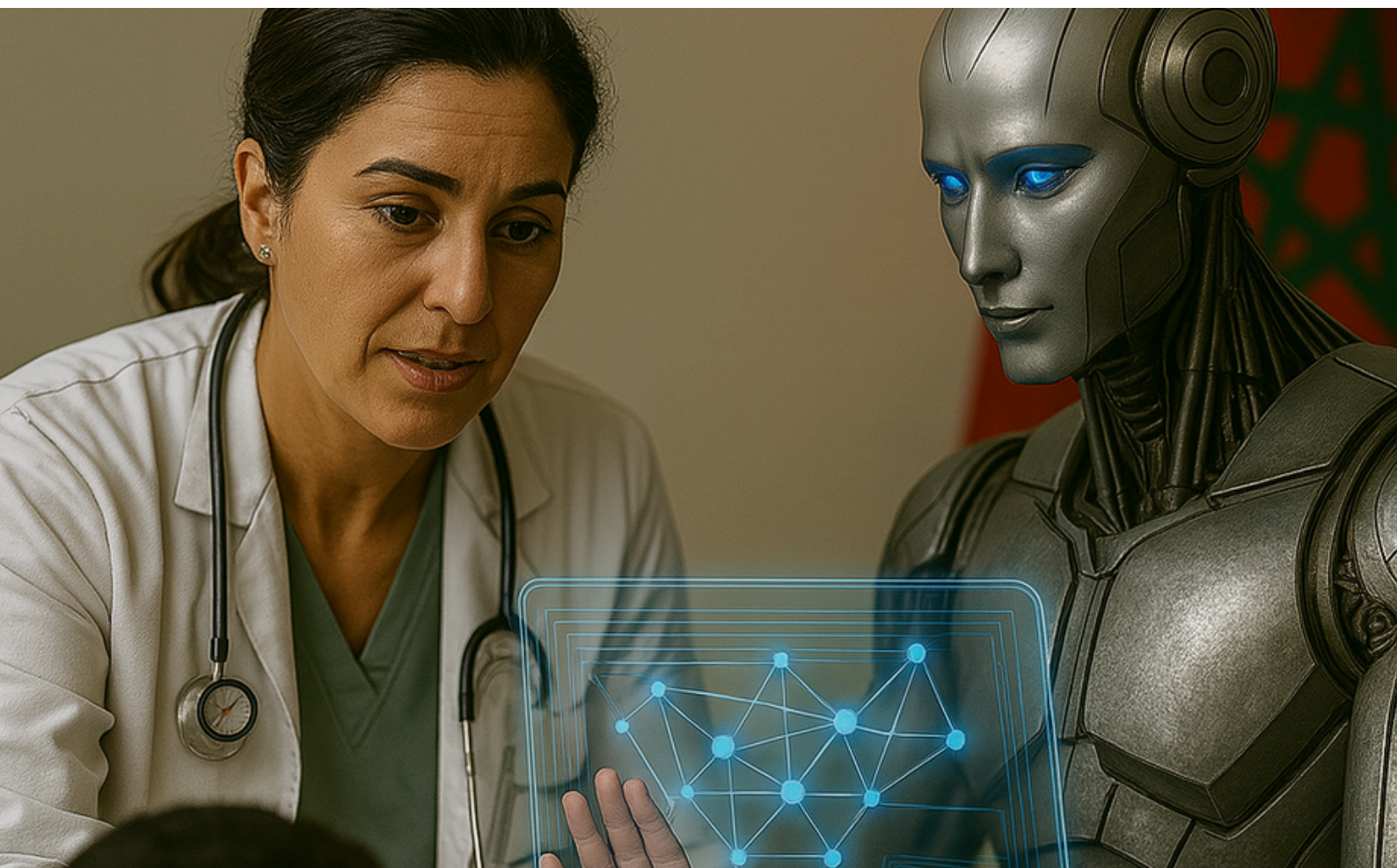
Les bénéfices attendus sont considérables. L'IA peut améliorer la gestion des files d'attente, réduire les erreurs médicales, renforcer le suivi des patients après hospitalisation, ou encore améliorer la surveillance épidémiologique. Dans un contexte post-Covid, où la question de la résilience sanitaire reste au cœur des politiques publiques, ces apports sont stratégiques. Ils permettent d'anticiper, plutôt que de subir. D'intervenir en amont, plutôt qu'en urgence.

Mais l'intelligence artificielle peut aussi aider à faire entendre la voix des patients. En analysant les retours d'expérience, les forums en ligne, les plaintes, elle peut nourrir une meilleure compréhension des besoins non exprimés, des frustrations du quotidien, des obstacles à l'adhésion aux traitements. Elle peut ainsi contribuer à une médecine plus centrée sur la personne, plus proche, plus à l'écoute.

Pour autant, la technologie ne résoudra pas tout. Les défis structurels du système de santé marocain — sous-financement, pénurie de personnel, gouvernance fragmentée — nécessitent des réponses politiques fortes. L'IA ne peut être qu'un outil au service de cette transformation, et non un cache-misère. Elle doit s'inscrire dans une vision d'ensemble, qui combine investissement, réforme de la carte sanitaire, renforcement du secteur public et responsabilisation des acteurs.

Les Assises de juillet seront l'occasion de définir les contours de cette vision. Elles devront aboutir à une feuille de route claire, qui fixe les priorités, les normes, les financements et les responsabilités. Elles devront aussi poser les bases d'un dialogue continu entre ingénieurs, médecins, décideurs publics et citoyens. Car l'IA en santé, ce n'est pas seulement une affaire de code et d'algorithmes. C'est une affaire de confiance.

Au fond, il s'agit de répondre à une question simple : comment faire en sorte que la technologie renforce l'humanité du soin, au lieu de l'affaiblir ? Comment permettre à chaque citoyen, où qu'il vive, de bénéficier d'un accompagnement médical digne, efficace et respectueux ? Le Maroc a les talents, les infrastructures et les ambitions pour relever ce défi. Encore faut-il oser conjuguer innovation technologique et justice sociale. C'est à cette condition que l'intelligence artificielle pourra tenir ses promesses, et devenir un pilier d'un système de soins marocain réellement augmenté.



BEST OF

DE NOS ÉMISSIONS WEB TV



L'ODJ MEDIA

@lodjmaroc



Agriculture et pêche à l'ère de l'intelligence artificielle : un pari marocain pour la souveraineté alimentaire



Face à l'ampleur des défis climatiques, démographiques et économiques, l'agriculture marocaine entre dans une zone de turbulence inédite. Sécheresses à répétition, pression sur les ressources en eau, volatilité des marchés mondiaux,

raréfaction des ressources halieutiques... autant de signaux d'alerte qui poussent les décideurs à repenser en profondeur leur stratégie. Dans ce contexte tendu, l'intelligence artificielle n'apparaît plus comme une option technologique futuriste, mais comme un levier potentiellement décisif pour assurer la souveraineté alimentaire du Royaume. À l'occasion des Assises de l'Intelligence Artificielle, qui se tiendront les 1er et 2 juillet 2025, la question sera posée de manière frontale : l'IA peut-elle devenir l'alliée incontournable d'une agriculture durable, intelligente et inclusive au Maroc ?

Les premiers signaux venus du terrain sont prometteurs. Déjà, plusieurs projets pilotes montrent comment l'IA permet de mieux anticiper les cycles de sécheresse, de rationaliser l'usage des intrants chimiques ou encore de surveiller la santé des sols. Grâce à l'analyse prédictive, des algorithmes croisent des données satellitaires, météorologiques et agronomiques pour recommander le moment optimal pour semer ou irriguer. Les rendements s'en trouvent améliorés, les pertes limitées, et la pression sur les ressources réduite. Le recours à des capteurs intelligents, déployés dans certaines exploitations pilotes, permet de suivre en temps réel l'humidité des sols, la température, ou encore la maturité des cultures, avec une précision inédite.

Dans le secteur halieutique, la situation est tout aussi critique. Les stocks de poissons sont en déclin, les effets du réchauffement des eaux se font sentir, et les pratiques de pêche artisanale restent peu encadrées. Ici aussi, l'IA offre des perspectives nouvelles. Des systèmes de surveillance automatisés permettent de mieux cartographier les bancs de poissons, d'optimiser les routes des navires et de lutter plus efficacement contre la pêche illégale. En analysant les flux, en recoupant les données des capteurs et des satellites, l'IA contribue à une gestion plus fine, plus responsable, des ressources marines.

Mais ces avancées, pour espérer être durables et structurantes, doivent s'inscrire dans un cadre stratégique national cohérent. Car le risque est réel de voir se creuser un fossé entre grandes exploitations technophiles et petits agriculteurs restés à la marge. Or, l'agriculture marocaine repose encore largement sur une mosaïque de petits producteurs, souvent situés dans des zones rurales mal desservies en connectivité, peu formés aux usages numériques, et financièrement fragiles. C'est à eux que doivent en priorité profiter les fruits de la révolution technologique. C'est là que se joue l'inclusivité du modèle.

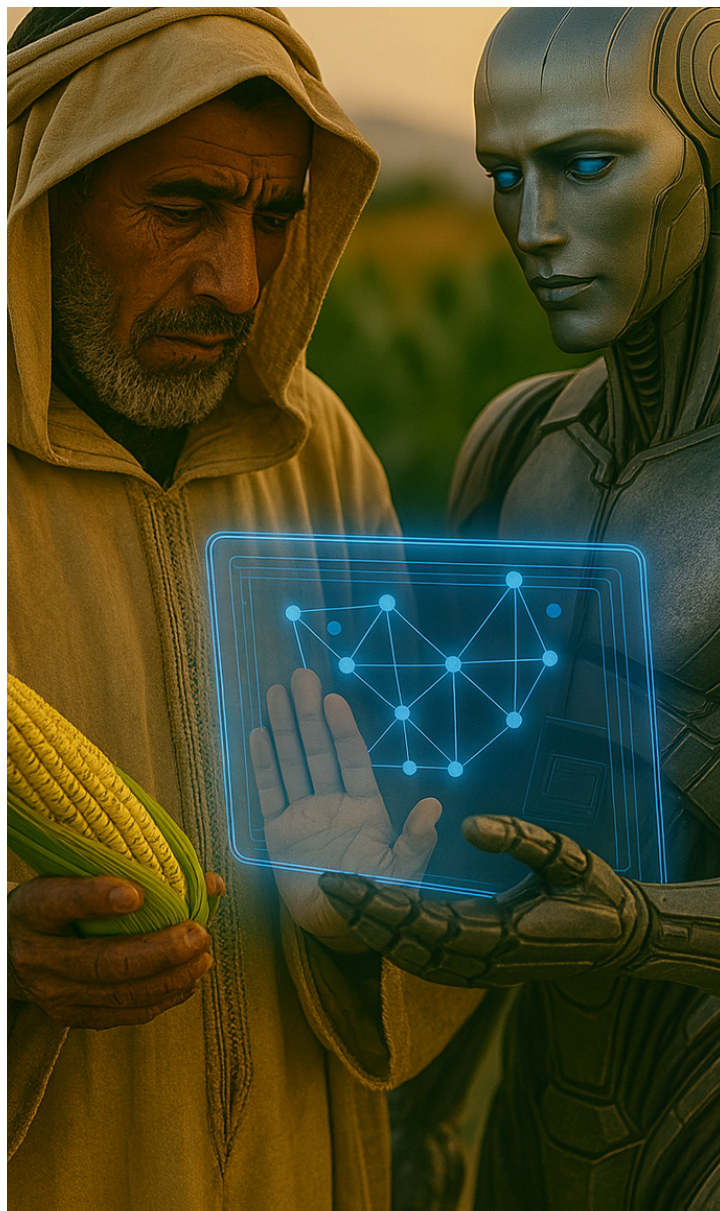
Pour cela, plusieurs conditions sont indispensables. Il faut d'abord un effort massif de vulgarisation, de traduction et d'accompagnement. Les outils d'IA doivent être pensés dans une logique d'accessibilité, de simplicité d'usage, et d'adaptation linguistique et culturelle. Il faut ensuite assurer une infrastructure numérique minimale dans les zones rurales : couverture réseau, équipement, électricité. Et enfin, il faut inventer des modèles économiques viables, qui permettent aux coopératives, aux groupements d'intérêt économique, ou même aux jeunes entrepreneurs agricoles, d'accéder à ces technologies sans s'endetter ni dépendre entièrement d'acteurs étrangers.

La question de la souveraineté ne se limite pas aux semences ou aux stocks alimentaires. Elle se pose aussi en termes de souveraineté numérique. Qui conçoit les algorithmes agricoles utilisés au Maroc ? Où sont stockées les données agricoles sensibles ? Quels partenariats industriels pour quelle indépendance stratégique ? Il ne s'agit pas de diaboliser la collaboration internationale, mais de veiller à ce que l'innovation agricole ne soit pas soumise à des logiques de dépendance, de captation de données ou de rente technologique. Le Maroc doit donc encourager la recherche agronomique nationale, favoriser l'émergence de start-ups agri-tech locales, et s'appuyer sur ses universités pour produire ses propres solutions d'IA agricole.

La transition vers une agriculture augmentée par l'intelligence artificielle ne peut cependant pas faire l'économie d'un débat de fond sur le modèle agricole lui-même. Faut-il poursuivre une logique intensive à haute productivité, au risque d'accélérer l'épuisement des ressources ? Ou faut-il réorienter le secteur vers une agriculture agroécologique, fondée sur la durabilité, les circuits courts, la diversification, et la préservation des savoirs paysans ? L'IA, ici, peut être utilisée dans un sens ou dans l'autre. Elle n'a pas de finalité propre. Tout dépendra de l'ambition politique et de la vision à long terme que le pays se donne.

Dans les discours officiels, l'agriculture est souvent présentée comme un pilier de résilience économique et sociale. Pour que cette promesse prenne corps, il faut que l'intelligence artificielle serve réellement les territoires, les femmes rurales, les jeunes agriculteurs, les pêcheurs artisanaux. Elle ne doit pas être réservée à une élite technologique ou à quelques exploitations pilotes ultramodernes. Elle doit irriguer l'ensemble du tissu productif, des plaines du Gharb aux oasis du Sud, des coopératives féminines aux marchés de gros.

Les Assises de juillet devront marquer un tournant. Elles ne doivent pas se limiter à des vitrines technologiques ou à des effets d'annonce. Elles doivent accoucher d'une feuille de route opérationnelle, incluant des objectifs clairs, des indicateurs de suivi, un calendrier, et surtout des financements. Car il ne peut y avoir de transition intelligente sans investissement massif, sans accompagnement humain, et sans volonté politique ferme. Il faudra aussi impliquer les collectivités territoriales, les chambres d'agriculture, les fédérations professionnelles, pour construire un écosystème d'innovation agricole décentralisé, collaboratif et ancré dans le terrain.



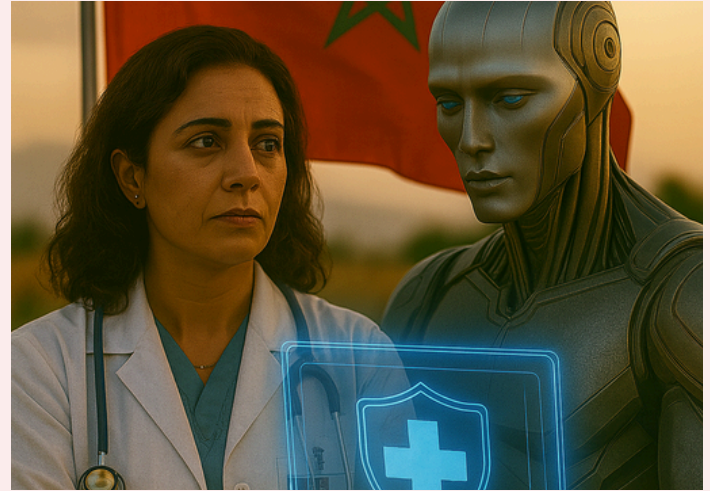
La souveraineté alimentaire est un défi global. Le Maroc ne pourra l'atteindre sans une refonte de sa relation à la terre, à l'eau, et aux ressources naturelles. L'intelligence artificielle, si elle est bien pensée, bien gouvernée, et bien partagée, peut devenir un allié stratégique de cette refondation. Mais elle ne sera jamais une baguette magique. Elle ne compensera pas l'inaction, elle n'évitera pas les conflits d'usage, elle ne résoudra pas à elle seule la question foncière. Ce qu'elle peut faire, en revanche, c'est éclairer les décisions, rendre les pratiques plus efficaces, renforcer l'autonomie des producteurs, et contribuer à une agriculture marocaine plus sobre, plus résiliente, et plus juste. Encore faut-il avoir le courage d'ouvrir ce chantier.

L'intelligence artificielle et la santé publique : prévenir mieux pour guérir autrement

Longtemps centrée sur la réparation, la médecine moderne redécouvre, dans l'urgence et sous la pression des crises sanitaires, l'importance de la prévention. Le Maroc, à l'instar de nombreuses nations du Sud, a vu les limites de son système de santé mises à nu par la pandémie de Covid-19. Mais à cette prise de conscience s'ajoute désormais une opportunité : celle d'utiliser l'intelligence artificielle non plus seulement pour traiter, mais surtout pour anticiper, alerter, protéger. Les Assises nationales de l'IA, prévues les 1er et 2 juillet 2025, consacreront à juste titre un temps fort à cette question centrale : comment faire de l'IA un pilier d'une santé publique préventive, équitable et réactive au Maroc ?

La prévention, dans sa forme la plus ambitieuse, repose sur la capacité à repérer les signaux faibles avant qu'ils ne deviennent des catastrophes sanitaires. Or, c'est précisément là que l'IA excelle. Grâce à l'analyse de grandes masses de données – issues des dossiers médicaux, des réseaux sociaux, des capteurs portables ou même de l'environnement –, des algorithmes peuvent repérer des tendances invisibles à l'œil humain : une épidémie qui couve, une hausse anormale des cas de diabète dans une région, un taux de vaccination en baisse dans une commune précise. Ces informations peuvent ensuite déclencher des campagnes ciblées, orienter les ressources, ou alerter les autorités sanitaires bien en amont.

Dans un pays comme le Maroc, où la médecine préventive est historiquement sous-financée et souvent reléguée au second plan face aux urgences hospitalières, cette capacité de veille intelligente constitue un potentiel de transformation profond. Elle permettrait de mieux gérer les maladies chroniques, qui représentent une charge croissante pour le système de santé. Elle offrirait aussi des outils puissants pour la santé environnementale : cartographier les zones de pollution, surveiller la qualité de l'eau, ou prévoir l'impact sanitaire des vagues de chaleur de plus en plus fréquentes.



Mais cette promesse technologique ne peut être tenue sans un minimum de confiance et de transparence. Car les données de santé publique sont particulièrement sensibles. Leur traitement par des machines, aussi performantes soient-elles, exige des garanties éthiques et juridiques strictes. À qui appartiennent ces données ? Qui les contrôle ? Comment éviter qu'elles ne soient utilisées à des fins commerciales ou discriminatoires ? Ces questions, jusqu'ici restées périphériques dans le débat public, doivent désormais être posées avec clarté et responsabilité. Le Maroc ne peut se permettre d'adopter des solutions d'IA en santé publique sans bâtir en parallèle un cadre de régulation robuste, protecteur des libertés individuelles, et conforme à ses engagements internationaux.

La prévention assistée par IA ne signifie pas non plus la fin des campagnes de terrain ni la disparition des agents de santé communautaires. Au contraire, elle renforce leur rôle en les dotant d'outils d'aide à la décision, de cartographies dynamiques, d'indicateurs affinés. Elle permet de passer d'une logique générale à une approche hyperlocalisée : au lieu d'un spot radio national, une micro-campagne ciblée sur une douar précis, là où les données montrent un risque accru. Loin d'effacer l'humain, l'IA peut lui redonner du pouvoir d'action.

Un autre terrain d'application majeur est celui de la santé mentale, encore trop souvent négligée dans les politiques publiques marocaines. Des outils d'IA sont aujourd'hui capables de détecter des signes de détresse psychologique dans des prises de parole anonymisées sur les réseaux sociaux, ou dans les réponses à des questionnaires en ligne. Utilisés avec prudence, ces dispositifs pourraient permettre de repérer des jeunes en situation de décrochage, des femmes victimes de violence, des personnes âgées en détresse. Ils ne remplacent pas les psychologues ni les médecins, mais peuvent signaler, orienter, déclencher un suivi. À condition, là encore, d'être cadrés par une éthique forte et une transparence sur leur fonctionnement.

Les autorités sanitaires marocaines ont amorcé ces dernières années une transition vers une santé plus préventive, avec l'introduction du dossier médical partagé, des registres électroniques de vaccination ou encore de la téléconsultation. L'IA peut renforcer cette dynamique, à condition qu'elle ne soit pas perçue comme une couche technologique plaquée, mais comme un levier intégré à une stratégie de santé publique refondée. Il ne s'agit pas d'ajouter des gadgets numériques à un système déjà en tension, mais de le penser autrement, dans sa logique même : non plus guérir ce qui aurait pu être évité, mais agir en amont, sur les comportements, les environnements, les facteurs sociaux.

Pour cela, il faut former les acteurs de terrain à la lecture des données, à l'interprétation des tableaux de bord prédictifs, à l'usage de nouveaux outils. Il faut investir dans les capacités des directions régionales de santé, dans les centres de veille épidémiologique, dans les plateformes interconnectées. Et il faut mobiliser les citoyens, car la prévention ne fonctionne que si elle s'inscrit dans une culture partagée, dans un contrat social renouvelé. L'IA ne sera jamais acceptée si elle reste opaque, ou si elle renforce le sentiment d'être surveillé au lieu d'être protégé.

La santé publique augmentée par l'IA n'est pas une science-fiction. Elle existe déjà par fragments. Reste à la rendre cohérente, à la démocratiser, à la piloter. Le Maroc, avec ses spécificités géographiques, sociales et culturelles, peut inventer une approche originale, qui ne copie pas les modèles des pays du Nord, mais qui puise dans ses ressources humaines, ses réseaux associatifs, son ancrage territorial. Les Assises de juillet seront peut-être l'occasion de faire émerger cette vision. Une vision où la technologie ne dicte pas la politique sanitaire, mais la soutient. Une vision où l'algorithme devient un allié du service public, et non un substitut à ses responsabilités.

En définitive, prévenir mieux grâce à l'intelligence artificielle, c'est d'abord oser une rupture : celle d'un État qui n'attend pas la catastrophe pour agir, mais qui anticipe, qui écoute, qui protège. C'est l'ambition d'un nouveau pacte sanitaire, plus juste, plus humain, plus moderne. C'est un choix politique fort, que seule une volonté publique affirmée pourra porter jusqu'au bout.





INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

L'ODJ STREAM LIVE 00:29:48

R212 WEB RADIO

BREAKING NEWS

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

INDUSTRIES CULTURELLES MAROCAINES À L'ÈRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : ENTRE VERTIGE CRÉATIF ET NOUVELLE ÈRE D'OPPORTUNITÉS

Le monde de la création vit un bouleversement sans précédent. Musique, cinéma, design, littérature, architecture, arts numériques : aucun domaine n'échappe à l'irruption de l'intelligence artificielle. Ce qui relevait hier du fantasme technologique devient aujourd'hui pratique courante. En quelques clics, une IA peut générer un scénario, produire une mélodie, inventer une affiche, modéliser une scène en 3D ou simuler une voix. Dans ce contexte mondial effervescent, le Maroc ne peut rester simple spectateur. Bien au contraire, il est aujourd'hui confronté à un double défi : saisir les opportunités de cette révolution pour booster ses industries culturelles et créatives, tout en posant des garde-fous pour préserver la richesse humaine et symbolique de sa production artistique. Le sujet sera au cœur des Assises nationales de l'intelligence artificielle les 1er et 2 juillet 2025.



Longtemps marginalisées dans les politiques économiques, les industries culturelles marocaines ont, depuis une décennie, montré leur potentiel. Festivals, cinéma, télévision, art contemporain, mode, artisanat revisité : ces secteurs ont attiré des financements, révélé des talents, exporté des œuvres et tissé une relation neuve entre culture et économie. Aujourd'hui, l'intelligence artificielle vient bouleverser cet équilibre. Elle ouvre de nouvelles perspectives créatives, mais redistribue aussi les cartes en termes de métiers, de financements, de propriété intellectuelle et de souveraineté culturelle.

Les artistes marocains ne sont pas en reste. Nombreux sont ceux qui expérimentent déjà avec des outils génératifs : générateurs d'images, assistants de scénarisation, logiciels de composition musicale, simulateurs de lumière ou de décors virtuels. Ces technologies permettent de repousser les limites, de créer plus vite, d'explorer de nouveaux formats. Un jeune vidéaste peut aujourd'hui produire un court-métrage de qualité professionnelle sans avoir recours à une équipe complète

.Un rappeur peut générer des boucles musicales sur mesure en fonction de l'émotion recherchée. Une styliste peut simuler des centaines de modèles virtuels avant de fabriquer une seule pièce. L'IA démocratise l'accès à certains moyens de production, ce qui constitue une opportunité majeure dans un pays où les infrastructures et les budgets culturels restent limités.

Mais ce potentiel ne va pas sans poser de profondes questions. D'abord, celle de la propriété intellectuelle. Lorsqu'un logiciel crée une chanson ou un visuel à partir d'une base de données entraînée sur des œuvres existantes, à qui revient le mérite ? À l'artiste ? Au développeur de l'algorithme ? À personne ? Ensuite, celle de la dilution du sens. À force d'automatiser la création, ne risque-t-on pas de produire une culture standardisée, sans ancrage, sans rugosité, sans âme ? Le danger n'est pas imaginaire. Déjà, certains films générés par IA inondent les plateformes avec des récits sans épaisseur. Des musiques créées automatiquement pour répondre à des tendances algorithmiques dominent les charts. L'émotion y cède parfois le pas à l'efficacité.

Dans le cas du Maroc, la question est d'autant plus cruciale que la culture y est à la fois plurielle, enracinée et en transformation. L'identité marocaine ne se résume pas à un style ou à un patrimoine figé. Elle est amazighe, arabe, africaine, méditerranéenne. Elle vit dans les souks, les médinas, les festivals, les réseaux sociaux. Elle s'écrit en darija, en arabe classique, en amazigh, en français, en anglais. L'enjeu, à l'ère de l'IA, est donc de faire en sorte que ces voix, ces accents, ces imaginaires ne soient pas noyés dans une soupe numérique globale. Pour cela, il faut encourager la création d'outils d'IA entraînés sur des corpus marocains, conçus par des développeurs et des artistes locaux, capables de dialoguer avec notre réalité et nos références.

Il faut aussi repenser les politiques de soutien à la culture. Subventionner un film, une exposition, un projet musical, cela ne suffit plus. Il faut accompagner la transformation numérique des métiers de la création, former les jeunes aux nouvelles technologies de production, équiper les écoles d'art et de design avec des outils d'IA, soutenir les fablabs, les studios immersifs, les incubateurs d'innovation culturelle. Il faut sortir d'une vision patrimoniale et défensive de la culture pour l'envisager comme un terrain d'expérimentation, de croisements, de dialogue avec les machines.

Les plateformes jouent également un rôle décisif. Aujourd'hui, la majorité des contenus culturels marocains diffusés en ligne le sont via des plateformes internationales. Cette dépendance entraîne une perte de valeur et d'influence. Le Maroc a donc intérêt à développer ses propres espaces numériques de diffusion, à renforcer ses partenariats avec des plateformes ouvertes, et à garantir la présence d'algorithmes équitables qui ne marginalisent pas les productions locales au profit de contenus formatés. La question de la découvrabilité devient centrale. Comment faire émerger une œuvre marocaine au milieu du flux incessant de contenus venus du monde entier ? Là encore, l'intelligence artificielle peut être un allié, à condition de lui donner des objectifs culturels, et pas seulement commerciaux.

Enfin, il faut penser l'IA comme une opportunité de renouveler le rapport entre l'artiste et le public. Grâce aux technologies immersives, aux œuvres interactives, à la création participative, de nouvelles formes d'expérience culturelle voient le jour. Une pièce de théâtre peut être enrichie par une narration générée en direct. Une installation artistique peut réagir aux émotions des visiteurs. Un livre peut évoluer selon les choix du lecteur.



Le public devient co-créateur, la frontière entre l'auteur et le spectateur s'estompe. Ce bouleversement ouvre la voie à une nouvelle démocratisation de la culture, plus horizontale, plus fluide, plus vivante.

Les Assises de l'intelligence artificielle, si elles prennent au sérieux le rôle des industries créatives, devront poser les jalons de cette transformation. Elles devront rassembler les artistes, les ingénieurs, les décideurs publics, les chercheurs, les entrepreneurs culturels pour co-construire un écosystème capable de soutenir la création marocaine dans ce nouvel âge numérique. Il ne s'agit pas de sacraliser la machine ni de pleurer la fin de l'art. Il s'agit de construire un avenir où l'intelligence humaine et l'intelligence artificielle se répondent, se défient, s'enrichissent mutuellement.

Car au fond, l'intelligence artificielle ne crée rien seule. Elle assemble, transforme, imite, propose. C'est à l'humain de décider, de trancher, de ressentir. L'âme d'une œuvre ne se code pas. Elle naît d'un regard, d'une intuition, d'une voix singulière. Le défi du Maroc n'est donc pas de produire plus, mais de produire mieux, plus librement, plus profondément. L'IA, bien utilisée, peut ouvrir cet espace. Mais elle ne le remplira jamais seule.



لودجي أنفو - بلاطفورم الشباب

جريدة الكترونية مغربية متجددة على مدار الساعة

سياسة، رياضة، ثقافة، ديجيتال، طوموبيلات
برامج ويب تيفي، بودكاست، روبورتاجات، مؤتمرات، كرونيكات..



www.lodj.info



SCAN ME!

يتم اختيار الأخبار وإرسالها شهريًا عبر نشرتنا الإخبارية إلى 100,000 مشترك.

كما يتم نشر أخبارنا يوميًا على Google News

@lodjmaroc





Cybersécurité et intelligence artificielle : l'enjeu marocain d'une souveraineté numérique durable

Dans un monde où les lignes de front ne sont plus dessinées sur des cartes mais circulent à la vitesse des paquets de données, la cybersécurité s'est imposée comme une priorité nationale. Pour les États, les entreprises, les citoyens, la sécurité numérique n'est plus un luxe technique mais une condition de la stabilité, de la confiance et de la souveraineté. À l'heure où le Maroc s'apprête à franchir un nouveau cap dans son développement numérique, la question est posée avec acuité : comment garantir la résilience des systèmes critiques et l'autonomie stratégique du pays face à la montée en puissance de l'intelligence artificielle ? Les premières Assises de l'Intelligence Artificielle, prévues à Rabat les 1er et 2 juillet 2025, consacreront à juste titre une session clé à ce thème, devenu central dans toutes les stratégies nationales de transformation numérique.

Le paysage a changé. Les attaques informatiques ne se contentent plus de bloquer des sites internet ou de pirater des données individuelles. Elles ciblent les hôpitaux, les réseaux de transport, les institutions financières, les plateformes gouvernementales. Elles peuvent paralyser un pays, miner sa crédibilité, semer le chaos. Le Maroc, comme tant d'autres pays, a été la cible d'incidents aux conséquences économiques et politiques importantes. À mesure que le pays se numérise, que les services publics se digitalisent, que les entreprises basculent dans le cloud, le risque systémique augmente. Et avec lui, la nécessité de déployer une stratégie de cybersécurité offensive, agile et profondément ancrée dans la réalité nationale.

L'intelligence artificielle vient complexifier ce paysage, mais aussi l'éclairer. D'un côté, elle amplifie les capacités d'attaque. Des logiciels malveillants générés par IA peuvent muter à grande vitesse, contourner les protections classiques, et se diffuser de manière autonome. Des deepfakes peuvent semer la confusion, nuire à la réputation d'un dirigeant, manipuler l'opinion publique. Des robots conversationnels malveillants peuvent harceler, désinformer, infiltrer les réseaux sociaux. L'IA offre aux cybercriminels une boîte à outils redoutable. Mais de l'autre côté, elle offre aussi aux défenseurs une puissance nouvelle : détection en temps réel d'intrusions, prédiction de comportements suspects, renforcement des pare-feux, analyse intelligente des journaux de logs, automatisation des réponses aux incidents. La course est engagée, et elle ne pardonne pas les retards.

Pour un pays comme le Maroc, la question de la souveraineté numérique ne se résume pas à une vigilance technologique. Elle renvoie à des choix profonds : qui conçoit nos systèmes d'IA ? Qui héberge nos données sensibles ? Quel niveau de dépendance acceptons-nous vis-à-vis des géants technologiques étrangers ? Peut-on parler d'indépendance nationale si les données de santé, d'identité, de justice ou de défense sont stockées à l'étranger, analysées par des algorithmes dont les paramètres nous échappent ?

Ces questions, longtemps perçues comme techniques, sont désormais politiques. La souveraineté numérique est le nouveau nom de la souveraineté tout court.

Le Maroc a déjà commencé à structurer son arsenal. Une stratégie nationale de cybersécurité est en place, un Centre marocain de veille et de réponse aux attaques informatiques (ma-CERT) est opérationnel, et les autorités planchent sur un cadre réglementaire plus contraignant. Mais il reste un long chemin à parcourir pour construire une culture nationale de la résilience numérique. Cela passe par l'éducation, la formation, la sensibilisation des administrations, des PME, des citoyens. Cela passe aussi par le renforcement de la recherche, par la création de modèles d'IA marocains en cybersécurité, par l'incubation de start-ups capables d'apporter des réponses locales à des menaces globales.

Car si les attaques sont de plus en plus sophistiquées, les failles sont souvent humaines. Une pièce jointe mal ouverte, un mot de passe faible, une mise à jour non effectuée : les vulnérabilités se nichent dans le quotidien. L'intelligence artificielle peut aider à compenser ces failles, mais elle ne doit jamais être perçue comme un bouclier absolu. Elle est un outil, puissant, mais qui doit être manié avec discernement. Trop de sécurité tue la fluidité, mais trop de confiance tue la sécurité.

Au-delà des infrastructures critiques, la question de la résilience concerne aussi le tissu social. Que se passe-t-il si une attaque majeure perturbe les réseaux de paiement, les chaînes d'approvisionnement, les systèmes d'information des collectivités locales ? Quelle capacité de rebond avons-nous ? Quels protocoles de continuité ? Quelles simulations de crise sont mises en place ?



La résilience ne se décrète pas, elle se prépare. Et l'IA peut jouer un rôle crucial dans cette anticipation : modélisation de scénarios, stress tests automatisés, apprentissage des menaces émergentes.

Les Assises de l'intelligence artificielle peuvent marquer un tournant si elles permettent de mettre sur la table une vision nationale cohérente, ambitieuse et structurée de la souveraineté numérique. Il ne s'agit pas de s'enfermer dans une logique de fermeture ou d'autarcie technologique. Il s'agit de savoir où sont les lignes rouges, quelles sont les zones stratégiques à protéger, et quels sont les partenariats réellement équilibrés. Il s'agit de construire une économie numérique ouverte, mais pas naïve. Une intelligence artificielle audacieuse, mais pas soumise. Une infrastructure connectée, mais pas vulnérable.

En fin de compte, la souveraineté numérique ne se mesure pas uniquement à la possession de serveurs ou à l'autonomie logicielle. Elle se mesure à la capacité d'un pays à décider par lui-même de son futur numérique, à protéger les données de ses citoyens, à faire respecter ses règles du jeu dans un univers virtuel sans frontières. Elle est à la fois technique, juridique, économique, culturelle. Elle est un enjeu de génération. Et dans cette bataille de demain, l'intelligence artificielle ne sera pas un luxe. Elle sera un champ de confrontation, mais aussi une arme de défense. Encore faut-il savoir s'en servir avec lucidité, courage et stratégie.

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



FEU D'ARTICLES !

FIN JUIN 2025, VOTRE PORTAIL
LODJ.MA FÊTE TROIS JALONS MAJEURS

50 000 ARTICLES PUBLIÉS
10 MILLIONS DE LECTURES
5000 CONTRIBUTIONS

TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

MERCI DE VOTRE CONFIANCE
POURSUIVONS ENSEMBLE CETTE AVENTURE !

www.lodj.ma



SCAN ME!



L'actualité est sélectionnée et envoyée mensuellement
via Newsletter à nos 300000 abonnés.
L'information est également publiée quotidiennement
sur Google Actualités.

@lodjmaroc



L'IA et la FinTech : catalyseurs d'un nouveau visage de la finance marocaine

Le secteur financier marocain est à l'aube d'un basculement technologique profond. Après avoir longtemps reposé sur des modèles bancaires traditionnels, centralisés et rigides, l'écosystème évolue désormais sous l'impulsion d'une double dynamique : d'un côté, la montée en puissance des FinTech – ces startups innovantes qui bouleversent les usages, les canaux et les modèles économiques de la finance –, de l'autre, l'irruption de l'intelligence artificielle comme outil stratégique de transformation. À l'occasion des premières Assises de l'Intelligence Artificielle les 1er et 2 juillet 2025, une session sera consacrée à ce mariage explosif entre IA et FinTech, qui pourrait bien redéfinir durablement les contours de la finance au Maroc.

Déjà, les signes de cette transformation sont visibles. Des applications mobiles permettent à des millions de Marocains d'ouvrir un compte en quelques minutes, d'envoyer de l'argent instantanément, de gérer leur budget ou de souscrire un crédit. Des plateformes de paiement mobile concurrencent désormais les circuits bancaires classiques. Des algorithmes de scoring analysent des données alternatives pour proposer des microcrédits à des populations jusque-là exclues du système financier. À chaque étape de cette chaîne de valeur, l'intelligence artificielle joue un rôle de plus en plus central : analyse de risque, détection de fraude, personnalisation des services, automatisation des opérations, recommandation d'investissements. La finance marocaine est en train de devenir intelligente, agile, proactive.

L'un des apports majeurs de l'IA en FinTech réside dans sa capacité à traiter des volumes massifs de données en temps réel. Là où un analyste mettait des heures à évaluer un profil emprunteur, un algorithme peut établir un score de solvabilité à partir de centaines de variables, parfois non conventionnelles



:historique de paiement mobile, géolocalisation, comportement d'achat, régularité de revenus informels. Cette approche ouvre la porte à une inclusion financière de masse, notamment pour les travailleurs non déclarés, les commerçants du secteur informel, les jeunes sans antécédents bancaires. L'IA devient un facteur de démocratisation financière, à condition que son usage soit encadré, transparent et éthique.

Mais cette révolution n'est pas sans risques. En confiant à des machines des décisions aussi sensibles que l'octroi de crédit ou la fixation d'un taux d'intérêt, on expose les usagers à des biais algorithmiques potentiellement discriminatoires.

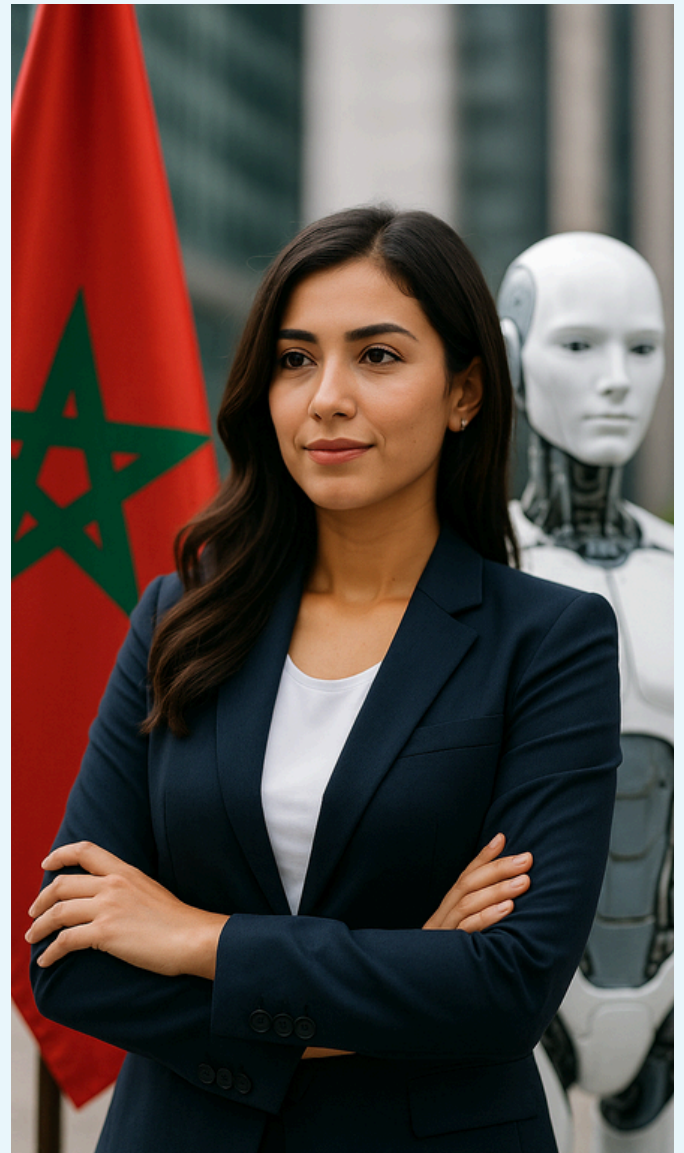
Les modèles d'apprentissage automatique, s'ils sont mal conçus ou entraînés sur des données biaisées, peuvent exclure encore davantage ceux qu'ils prétendent aider. Il devient donc crucial d'instaurer un cadre de gouvernance rigoureux : auditabilité des algorithmes, explicabilité des décisions, supervision humaine, protection des données personnelles. La confiance des citoyens est à ce prix.

Un autre enjeu concerne la cybersécurité. Les FinTech, par nature plus agiles et plus exposées que les banques traditionnelles, deviennent des cibles de choix pour les cybercriminels. Or, plus les systèmes sont interconnectés,

plus les attaques peuvent avoir des effets en cascade. L'IA peut certes aider à détecter les comportements anormaux, à prévenir les fraudes, à anticiper les attaques, mais elle ne remplace pas une politique globale de résilience numérique. Dans ce domaine, la coopération entre Banque centrale, régulateurs, startups, opérateurs télécoms et entreprises technologiques est essentielle.

Le Maroc a compris les enjeux et commence à structurer son écosystème FinTech. La Banque Al-Maghrib multiplie les initiatives pour favoriser l'innovation tout en assurant la stabilité du système financier. Des bacs à sable réglementaires permettent de tester des solutions dans un cadre sécurisé. Des concours et des incubateurs soutiennent l'émergence de jeunes pousses prometteuses. Le développement du mobile money, notamment à travers des opérateurs comme inwi money ou Orange Money, ouvre la voie à des services financiers simples, accessibles, et interopérables. L'enjeu, désormais, est de passer à l'échelle, d'intégrer l'IA au cœur de ces solutions, et de veiller à ce que l'innovation bénéficie à l'ensemble des territoires, y compris les plus reculés.

Mais au-delà des services bancaires de base, l'intelligence artificielle ouvre aussi des perspectives dans l'univers de l'épargne, de l'assurance, de la gestion d'actifs. Des robo-advisors commencent à émerger, capables de proposer des stratégies d'investissement personnalisées selon le profil de l'utilisateur. L'assurance paramétrique, fondée sur des déclencheurs automatisés (météo, sinistre, délai), fait ses premiers pas. L'analyse comportementale permet d'ajuster



les primes en fonction du mode de vie du client. Dans tous ces domaines, l'IA devient un différenciateur concurrentiel.

Il faut néanmoins éviter une financiarisation déconnectée du réel. L'inclusion financière ne doit pas se résumer à l'ouverture de comptes ou à l'augmentation du crédit. Elle doit s'accompagner d'une éducation financière solide, d'une transparence sur les coûts, d'une protection contre le surendettement. L'IA peut aussi aider dans ce sens, en proposant des simulateurs pédagogiques, des alertes comportementales, des modules interactifs adaptés à chaque tranche d'âge ou à chaque niveau d'alphabétisation. Encore faut-il que les concepteurs s'en préoccupent.



SCAN ME!

ويب راديو مغاربة العالم

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

Fonds souverains technologiques : le levier stratégique pour une IA marocaine compétitive



L'intelligence artificielle ne prospère pas dans le vide. Elle a besoin d'écosystèmes dynamiques, d'ingénieurs formés, d'entrepreneurs audacieux, de laboratoires de recherche ambitieux... et surtout, de financements massifs, patients et visionnaires.

L'intelligence artificielle ne prospère pas dans le vide. Elle a besoin d'écosystèmes dynamiques, d'ingénieurs formés, d'entrepreneurs audacieux, de laboratoires de recherche ambitieux... et surtout, de financements massifs, patients et visionnaires. À l'échelle mondiale, les grandes puissances technologiques ont compris que dominer la course à l'IA exigeait plus que du savoir-faire : il faut du capital stratégique, capable de soutenir l'innovation à long terme, même dans l'incertitude. C'est dans ce contexte que les Assises nationales de l'intelligence artificielle au Maroc consacrent une session à une question décisive : comment les fonds souverains technologiques peuvent-ils devenir les catalyseurs d'un écosystème national de l'IA compétitif, structuré et souverain ?

Jusqu'à présent, les politiques publiques en matière d'innovation technologique ont souvent souffert de fragmentation. Trop d'initiatives isolées, trop de start-ups livrées à elles-mêmes, trop peu de coordination entre les universités, les centres de recherche et les opérateurs économiques. Le Maroc dispose pourtant d'atouts : des talents dans les écoles d'ingénieurs, une diaspora brillante, un positionnement

stratégique entre l'Europe et l'Afrique, et un marché régional en forte croissance. Mais sans un bras financier public puissant, ces forces dispersées peinent à faire émerger une véritable industrie de l'intelligence artificielle.

Un fonds souverain technologique bien structuré peut changer la donne. Contrairement aux logiques de financement à court terme souvent portées par les investisseurs privés, ce type de fonds a pour vocation de soutenir des projets stratégiques, d'absorber le risque, de faire levier sur d'autres financements et de garantir un ancrage national. Il ne s'agit pas de subventionner à perte, mais de parier sur des technologies structurantes, de soutenir la recherche appliquée, de faciliter la phase de prototypage et de garantir l'industrialisation locale des innovations. Il s'agit aussi, et peut-être surtout, d'orienter le développement technologique vers des priorités nationales : éducation, santé, agriculture, administration, sécurité, culture.

L'expérience internationale montre que cette approche peut être déterminante. En Corée du Sud, à Singapour, aux Émirats arabes unis, des fonds souverains ont permis de bâtir des pôles d'innovation devenus des références. Non seulement en injectant des capitaux, mais en structurant des écosystèmes, en attirant les meilleurs profils, en finançant des infrastructures lourdes (data centers, supercalculateurs, centres de test), en nouant des partenariats avec les géants mondiaux dans des conditions équitables. Le Maroc peut et doit s'inspirer de ces modèles, tout en gardant une approche adaptée à sa réalité.

Il ne s'agit pas de créer un fonds public de plus, noyé dans la bureaucratie, sans vision ni impact. Il s'agit de bâtir un véhicule agile, doté d'une gouvernance indépendante, associant l'État, le secteur privé, la recherche et les territoires. Ce fonds pourrait intervenir à différents niveaux : financement direct de startups à fort potentiel, soutien à des programmes de recherche académique, participation dans des projets industriels stratégiques, rachat de technologies critiques ou création de consortiums nationaux sur des briques technologiques fondamentales (langage naturel, vision par ordinateur, cybersécurité, robotique, etc.). Il pourrait aussi jouer un rôle diplomatique, en positionnant le Maroc comme un partenaire crédible dans les alliances africaines et euro-méditerranéennes en matière d'IA.

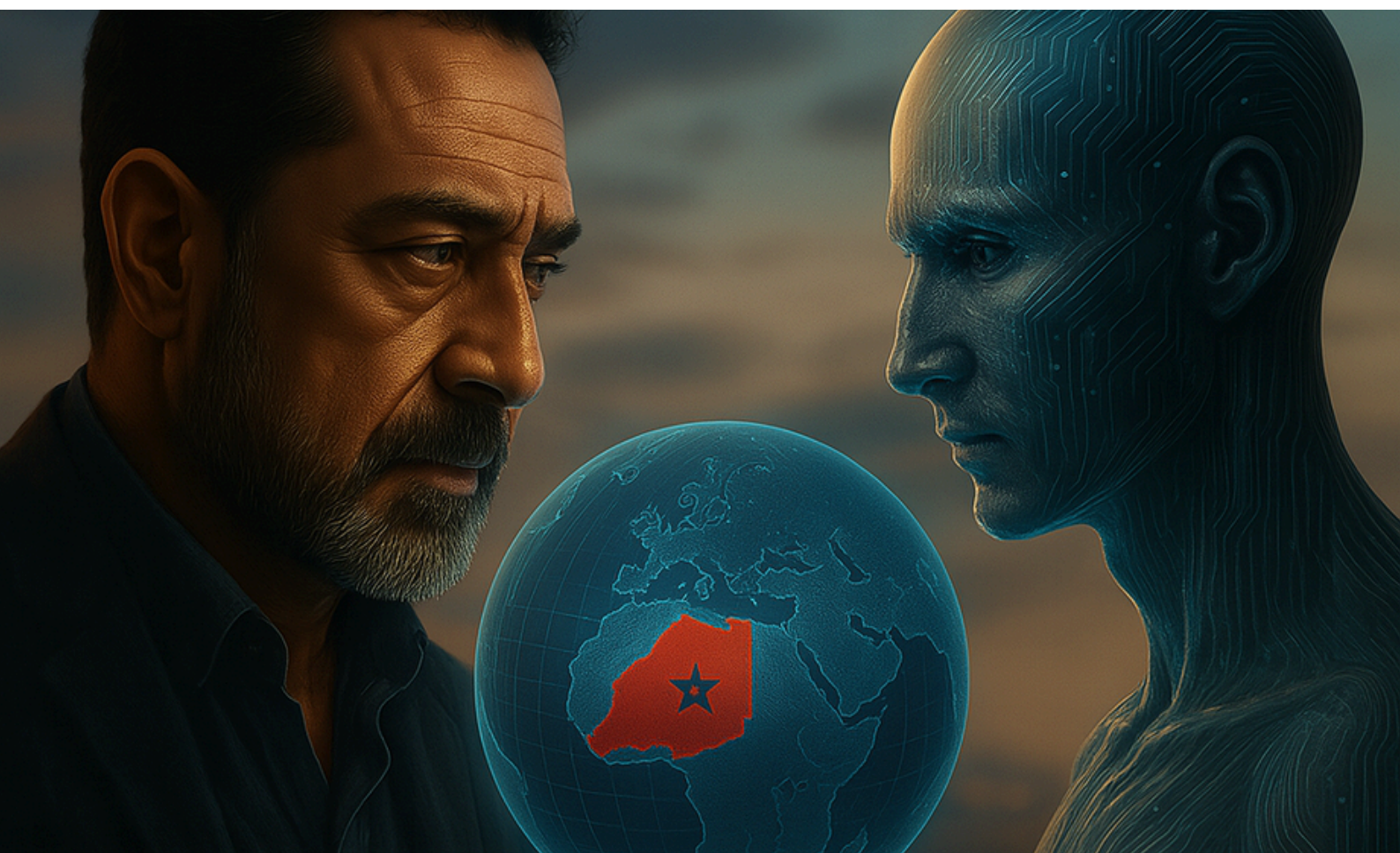
L'un des défis majeurs réside dans le passage à l'échelle. Trop de projets innovants marocains échouent non pas par manque de qualité, mais faute d'un deuxième souffle : celui qui permet de passer du prototype au produit, du laboratoire au marché, du pitch à l'exportation. C'est à ce niveau que le capital patient du fonds souverain peut jouer un rôle-clé. En intervenant là où les investisseurs privés hésitent, en soutenant l'effort d'industrialisation, en garantissant l'achat public pour les premières commandes, le fonds peut créer un effet d'entraînement sur l'ensemble de la filière.

Mais un fonds souverain technologique ne se limite pas à injecter de l'argent. Il doit aussi incarner une vision, une ambition, un cap. Quelle IA voulons-nous développer au Maroc ? À quels usages voulons-nous qu'elle réponde ? Quelles valeurs voulons-nous lui insuffler ? Un tel fonds peut être l'outil d'une politique industrielle assumée, fondée sur des choix stratégiques : non pas courir après toutes les technologies, mais investir dans des créneaux ciblés où le Maroc peut devenir compétitif, voire leader régional. Cela implique de cartographier les compétences, d'identifier les niches, de dialoguer avec les chercheurs et les entreprises, d'évaluer les retombées économiques et sociales.

La transparence et la redevabilité seront aussi essentielles. Ce type de fonds, s'il est mal géré, peut devenir une caisse noire, un instrument de clientélisme ou une source de gabegie. Pour éviter cela, il faudra définir des critères clairs d'éligibilité, publier les décisions d'investissement, mettre en place des mécanismes d'évaluation indépendants et permettre une participation citoyenne dans les grandes orientations. L'enjeu est trop important pour être laissé aux seuls experts.

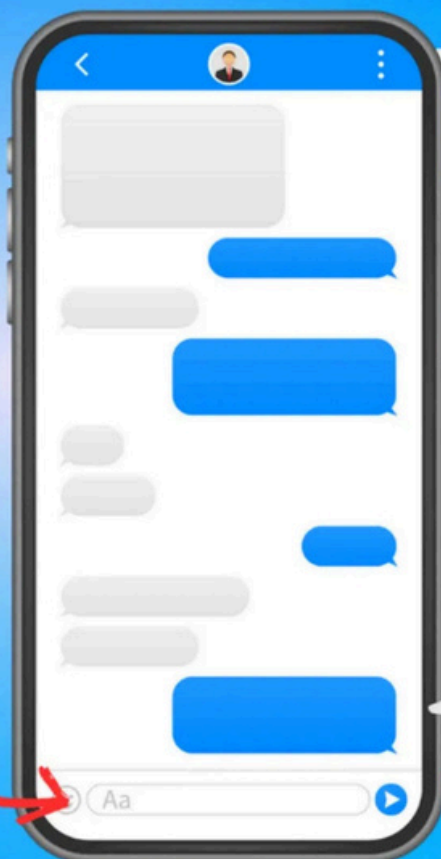
Enfin, ce fonds devra être connecté à l'international. Le Maroc n'est pas une île technologique. Il doit nouer des partenariats avec les diasporas scientifiques, les centres d'excellence mondiaux, les universités d'élite. Il doit attirer les meilleurs talents marocains de retour, leur offrir les conditions de travail qu'ils méritent, leur confier des projets ambitieux. Le fonds peut jouer un rôle d'interface, de trait d'union, de plateforme d'accélération.

En somme, les Assises de l'Intelligence Artificielle peuvent être le moment fondateur d'une politique de financement public de l'innovation technologique structurée, responsable et tournée vers l'avenir. Le Maroc a déjà prouvé qu'il savait investir stratégiquement dans des secteurs industriels clés comme l'automobile, l'aéronautique ou les énergies renouvelables. Il est temps de faire de même avec l'intelligence artificielle. Non pas pour suivre une mode, mais pour bâtir une souveraineté technologique réelle, génératrice d'emplois, de savoirs, de valeur ajoutée. L'intelligence artificielle est une frontière. À nous de décider si nous voulons l'observer de loin, ou la franchir avec audace et méthode.



L'ODJ CHATBOT

WWW.LODJ.MA



**PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.**



SCAN ME



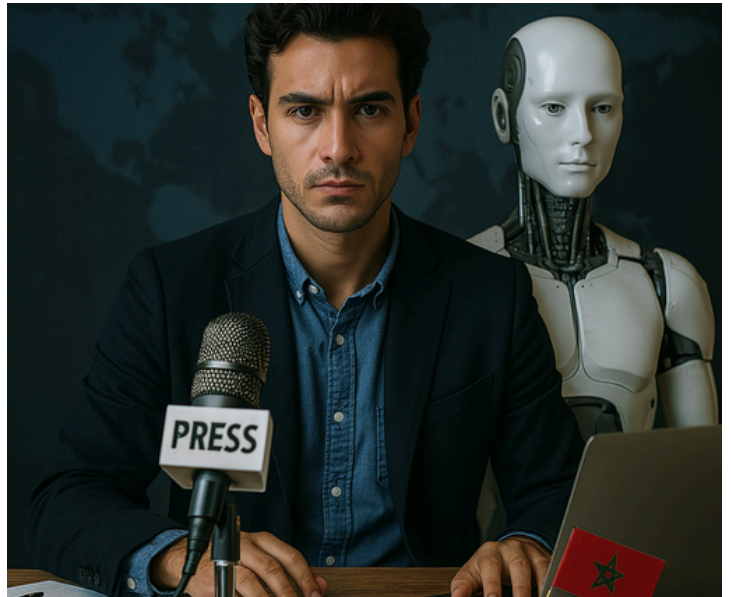
Médias et intelligence artificielle : un bouleversement de la fabrique de l'information

La révolution numérique avait déjà ébranlé les fondations du journalisme traditionnel. L'arrivée de l'intelligence artificielle, quant à elle, en modifie les murs, les fenêtres, et jusqu'aux fondations.

Dans les rédactions, sur les réseaux sociaux, dans les moteurs de recherche et les applications mobiles, l'IA transforme la manière dont l'information est produite, diffusée, consommée, et parfois manipulée. Au Maroc, comme ailleurs, ce changement de paradigme s'accélère. Les Assises nationales de l'intelligence artificielle, prévues les 1er et 2 juillet 2025, accorderont une place particulière à ce thème crucial : comment repenser l'écosystème médiatique marocain face à la montée en puissance des technologies génératives ? Et surtout, comment défendre l'intégrité de l'information dans une ère où la machine peut écrire, mais aussi tromper ?

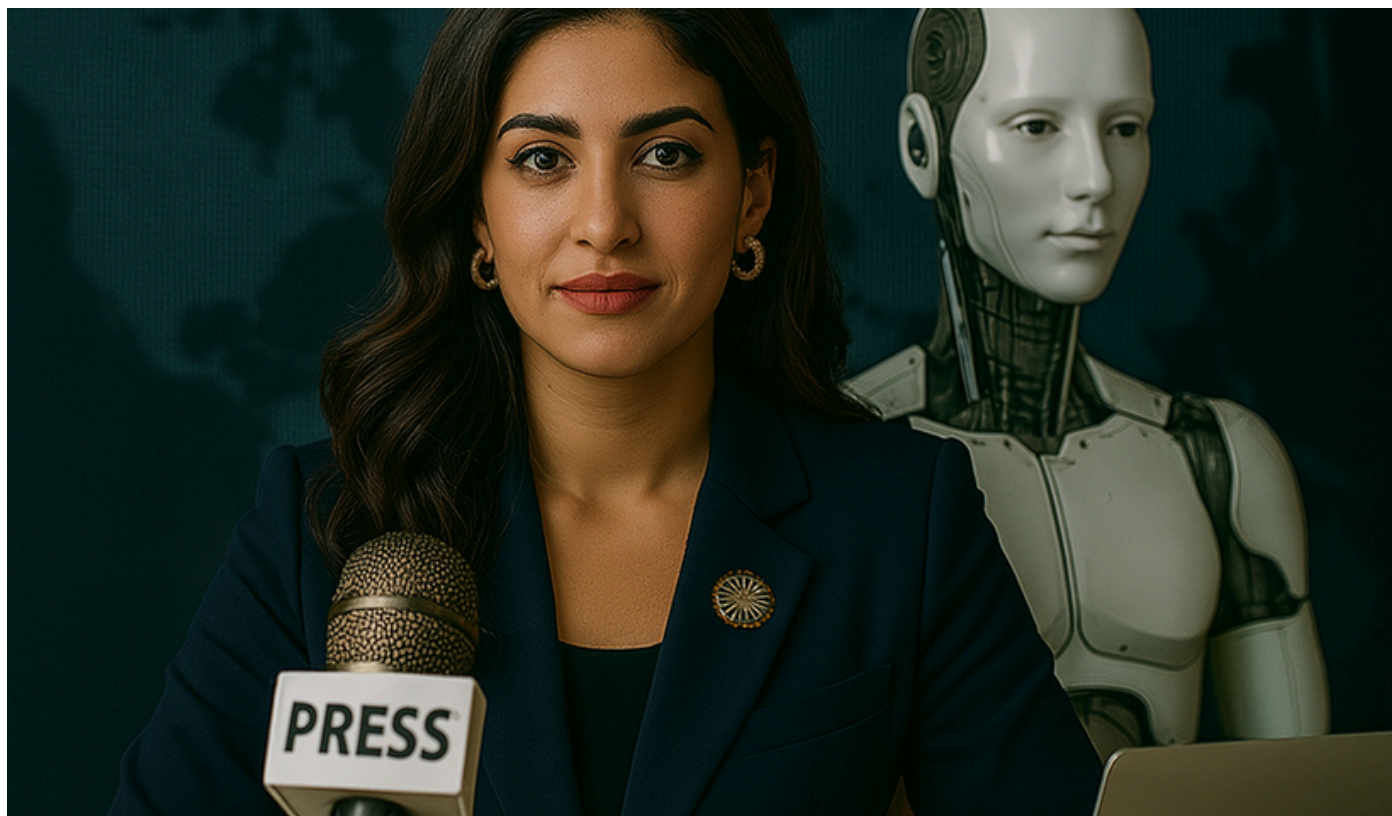
Les usages de l'intelligence artificielle dans les médias sont nombreux, et parfois fascinants. Des algorithmes sont capables de rédiger des dépêches sportives, des bulletins météorologiques ou des comptes-rendus financiers en temps réel. D'autres peuvent générer automatiquement des titres optimisés pour les moteurs de recherche ou prédire quels contenus seront les plus viraux. Des outils de reconnaissance vocale retranscrivent instantanément les interviews, tandis que des assistants conversationnels personnalisent les newsletters ou proposent du contenu à la carte pour chaque utilisateur. Pour les rédactions en quête d'agilité, d'automatisation et de productivité, ces innovations peuvent représenter une avancée décisive.

Mais ce progrès a un revers. Car l'IA ne se contente pas de soutenir le journalisme, elle peut aussi le remplacer. Et surtout, elle peut le parasiter. Les deepfakes, ces vidéos truquées où une personne semble dire ce qu'elle n'a jamais dit, se perfectionnent à une vitesse inquiétante. Les faux articles générés par IA, imitant le style des journalistes, circulent à grande échelle sur des sites peu scrupuleux. Les images créées artificiellement, mais plus vraies que nature, deviennent virales avant même que les rédactions aient eu le temps de les vérifier. Dans ce climat de confusion, le public se perd, les repères s'estompent, et la confiance dans les médias s'effrite.



La fabrique de l'information est donc confrontée à une double pression : celle de produire vite, sous peine d'être dépassée par les flux automatisés ; et celle de rester crédible, dans un environnement saturé de contenus douteux. L'IA rend cette équation encore plus complexe. Elle permet certes de vérifier certaines informations plus rapidement grâce à la fouille de données ou à la détection d'images manipulées, mais elle peut aussi faciliter la diffusion d'intox, de manipulations politiques ou commerciales, ou de récits calibrés pour influencer plutôt qu'informer.

Dans ce contexte, le Maroc n'est pas un cas isolé. Il connaît déjà les tensions liées à la désinformation, à la polarisation des opinions et à la montée de l'infotainment sur les réseaux sociaux. Mais il dispose aussi d'un atout : un paysage médiatique encore fortement enraciné dans le territoire, avec des radios régionales, des journaux de proximité et un intérêt croissant pour l'éducation aux médias. L'IA pourrait, si elle est bien intégrée, renforcer cette dynamique. En permettant par exemple de traduire les contenus dans toutes les langues nationales, de rendre l'information accessible aux personnes en situation de handicap, de personnaliser l'accès aux données locales, ou de produire des formats adaptés aux jeunes publics.



Pour cela, il faudra poser un cadre éthique et réglementaire clair. La première urgence concerne la transparence. Le public doit savoir si un contenu a été rédigé ou enrichi par une IA. Le journalisme automatisé ne doit pas être un journalisme caché. Il faut également renforcer les dispositifs de fact-checking, en utilisant l'intelligence artificielle pour repérer les infos, pour analyser les sources, pour détecter les incohérences. Mais ces outils ne suffiront pas sans un engagement politique fort : celui de protéger les journalistes, d'encourager l'indépendance éditoriale, et de garantir l'accès à une information fiable, diverse et pluraliste.

Une autre dimension essentielle est celle de la formation. Les journalistes de demain devront comprendre le fonctionnement des algorithmes, savoir dialoguer avec les outils d'IA, mais aussi cultiver une forme de vigilance critique. L'intuition, l'expérience humaine, la capacité à contextualiser, à interroger, à raconter, à poser les bonnes questions resteront des qualités irremplaçables. Le journalisme n'est pas une suite de données, c'est un acte de sens. Il faudra donc des écoles de journalisme qui intègrent pleinement ces enjeux technologiques sans renoncer à l'exigence intellectuelle et déontologique.

Enfin, la souveraineté médiatique se joue désormais aussi sur le terrain numérique. Qui contrôle les algorithmes qui décident de la visibilité d'un article ? Qui filtre les contenus sur les plateformes sociales ?

Quels modèles économiques garantissent une presse libre dans un univers dominé par quelques géants du numérique ? Le Maroc, s'il veut préserver son pluralisme, devra investir dans des plateformes locales, encourager les coopérations internationales autour du journalisme d'intérêt public, et imaginer de nouveaux modèles de rémunération pour les créateurs de contenus indépendants.

Les Assises de l'intelligence artificielle peuvent marquer une inflexion historique. Non pas en proclamant la fin du journalisme humain, mais en revalorisant sa mission dans un environnement technologique bouleversé. L'IA n'est ni un ennemi, ni une solution miracle. Elle est un outil. Tout dépend de la manière dont une société choisit de s'en servir. Si elle alimente la transparence, la qualité, la diversité, alors elle peut devenir un allié puissant. Si elle nourrit la confusion, l'opacité et la rentabilité à tout prix, elle sera une menace durable.

Plus que jamais, la question n'est pas seulement de produire de l'information, mais de construire du sens. Dans cette tâche, aucune intelligence – naturelle ou artificielle – ne peut remplacer la responsabilité collective d'un peuple éclairé. Le Maroc, s'il fait ce pari, peut devenir un modèle régional d'un écosystème médiatique augmenté, mais toujours profondément humain.

Réformer l'administration à l'ère de l'intelligence artificielle : vers un État plus réactif, plus transparent, plus humain ?

C'est une question que le Maroc se pose depuis des décennies sans jamais oser y répondre franchement : comment moderniser son administration publique ? Comment en faire une machine agile, accessible, efficiente, au service du citoyen plutôt qu'un labyrinthe de procédures kafkaïennes ? L'irruption de l'intelligence artificielle dans la sphère publique pourrait bien transformer cette interrogation en opportunité. Pour la première fois, les Assises nationales de l'intelligence artificielle consacreront une session entière à cette problématique : quelle feuille de route pour réformer l'administration marocaine à l'ère de l'IA ? La promesse est séduisante, mais les enjeux sont complexes.

L'intelligence artificielle offre à l'administration des leviers sans précédent. Grâce à l'automatisation intelligente, il est possible de traiter des milliers de demandes en quelques secondes, de réduire les erreurs humaines, de fluidifier les interactions entre usagers et services publics. Les technologies de traitement du langage naturel permettent de créer des agents conversationnels capables de répondre aux questions des citoyens 24 heures sur 24. L'analyse prédictive peut anticiper les besoins en matière d'état civil, d'urbanisme, de fiscalité ou d'aides sociales. Les outils de vision artificielle peuvent accélérer le traitement des dossiers papier ou la lecture automatique des formulaires. Cette transformation ne relève plus de la science-fiction : elle est en cours dans plusieurs pays, y compris sur le continent africain.

Mais cette révolution pose des questions de fond. D'abord, celle du rôle de l'administration dans une société numérique. Si tout peut être automatisé, que reste-t-il de la relation humaine, de l'écoute, du jugement, du discernement ? L'État ne peut pas se contenter de devenir une interface technique. Il doit rester garant d'une certaine éthique, d'un accompagnement, d'une égalité de traitement. La tentation du tout numérique ne doit pas faire oublier les fractures sociales, linguistiques et territoriales qui traversent le Maroc. Une IA publique conçue sans attention aux inégalités peut aggraver l'exclusion plutôt que la réduire.



Ensuite, vient la question de la souveraineté. Peut-on confier des fonctions régaliennes à des systèmes conçus par des entreprises privées, parfois étrangères, dont les logiques d'optimisation ne recoupent pas forcément l'intérêt général ? Qui contrôle les algorithmes de l'administration ? Comment s'assurer qu'ils ne reproduisent pas des biais discriminatoires ? Qui protège les données personnelles des citoyens marocains ? Ces questions ne sont pas accessoires. Elles conditionnent la confiance dans l'État à l'ère numérique.

La feuille de route attendue doit donc articuler ambition technologique et exigences démocratiques. Il s'agit d'abord de bâtir des infrastructures solides : interconnexion des systèmes, numérisation des bases de données, sécurisation des flux, hébergement souverain. Il s'agit ensuite de développer des compétences : former les agents publics à la culture numérique, leur donner les moyens de comprendre les outils qu'ils utilisent, créer de nouvelles fonctions hybrides à la frontière de la technologie, du droit et de l'administration.

Et il s'agit enfin de réinventer les processus administratifs eux-mêmes, non pas en les numérisant à l'identique, mais en les repensant depuis l'usager.

C'est tout l'enjeu d'une véritable transformation digitale de l'administration : ne pas plaquer de la technologie sur une organisation obsolète, mais utiliser l'intelligence artificielle pour refonder la manière dont l'État interagit avec ses citoyens. Cela suppose une écoute, une consultation, un test-and-learn permanent. Cela suppose aussi un pilotage politique fort, porté au plus haut niveau de l'État, et non dispersé entre ministères, agences et collectivités.

Le potentiel de l'IA en matière de simplification administrative est immense. Elle peut réduire drastiquement les délais, lutter contre la corruption en rendant les processus plus transparents, améliorer la traçabilité des décisions, faciliter l'accès à l'information publique. Elle peut aussi contribuer à une meilleure allocation des ressources, en analysant les flux, en identifiant les goulets d'étranglement, en modélisant les scénarios de politique publique. Dans un pays où la réforme administrative est souvent synonyme d'inertie, cette capacité d'anticipation et d'objectivation peut représenter un tournant.

Mais là encore, tout dépend de la volonté de s'en saisir avec discernement. Une IA mal utilisée peut devenir un outil de surveillance, d'exclusion, de normalisation bureaucratique. Une IA bien gouvernée peut au contraire servir de levier d'équité, de proximité, de personnalisation des services. Le choix n'est pas dans la technologie, il est dans la politique qui l'oriente.

Le Maroc a déjà lancé plusieurs chantiers numériques ambitieux : plateforme nationale de services publics en ligne, e-paiement des impôts, registre social unifié, digitalisation de l'état civil... Mais ces initiatives restent parfois dispersées, inégalement mises en œuvre, peu intégrées dans une logique d'ensemble. Le défi est donc de passer du numérique comme gadget à l'intelligence artificielle comme stratégie. De faire du numérique un vecteur de transformation profonde de la culture administrative, et pas seulement un miroir cosmétique pour séduire les bailleurs de fonds.



Les Assises de l'intelligence artificielle peuvent être le moment de ce basculement. À condition qu'elles ne se contentent pas de discours enthousiastes ou de démonstrations technologiques. À condition qu'elles posent les bonnes questions : quelle administration voulons-nous demain ? Pour quel citoyen ? Avec quelles garanties ? Avec quels contre-pouvoirs ? Avec quels mécanismes d'évaluation ? Le numérique peut changer la forme de l'État. L'IA peut en modifier les rouages. Mais seule une volonté politique éclairée peut en transformer le fond.

En fin de compte, il ne s'agit pas de rendre l'administration plus intelligente au sens algorithmique du terme. Il s'agit de la rendre plus juste, plus humaine, plus proche. Et si l'intelligence artificielle peut aider à cela, alors elle mérite toute notre attention. Mais pas notre abandon de vigilance.

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

www.lodj.ma



SCAN ME!

@lodjmaroc



Sport et intelligence artificielle : repenser la performance, la formation et l'expérience des athlètes marocains



À l'ère où la donnée devient un facteur aussi décisif que l'effort physique, le monde du sport entre dans une nouvelle dimension. L'intelligence artificielle ne se contente plus d'assister les entraîneurs : elle transforme les méthodes d'entraînement, les stratégies de jeu, la détection des talents, la prévention des blessures, et même l'expérience des spectateurs. Le Maroc, pays de passion sportive, de champions oubliés et de jeunes talents en attente d'encadrement, ne peut rester en marge de cette révolution silencieuse. Les Assises nationales de l'intelligence artificielle prévues les 1er et 2 juillet 2025 consacrent à juste titre une session entière à cette question : comment l'IA peut-elle contribuer à faire entrer le sport marocain dans une nouvelle ère de performance et de professionnalisme ?

Les grandes nations sportives investissent déjà massivement dans l'IA. Les clubs européens s'équipent de capteurs de suivi biométrique, analysent les moindres gestes de leurs joueurs grâce à la vision artificielle, adaptent les régimes d'entraînement à l'état physiologique de chacun. Les algorithmes anticipent les risques de blessures, affinent les plans nutritionnels, repèrent les signes de fatigue invisible. En natation, en course, en cyclisme, en football ou en arts martiaux, les technologies d'IA deviennent les partenaires invisibles des coaches. Les données ne remplacent pas l'intuition humaine, mais elles l'enrichissent, l'objectivent, la prolongent.

Pour un pays comme le Maroc, dont les infrastructures sportives sont encore inégalement réparties, dont le modèle de formation reste largement artisanal, et dont de nombreux jeunes athlètes manquent d'encadrement scientifique, l'intelligence artificielle pourrait représenter une chance unique de combler les écarts. À condition de ne pas calquer aveuglément les modèles du Nord, mais de construire une approche marocaine, adaptée, progressive, inclusive. Le premier enjeu est celui de la détection des talents. Trop de jeunes prometteurs disparaissent faute de repérage, faute de moyens, ou faute d'un encadrement adéquat. Des systèmes d'analyse vidéo intelligents peuvent aujourd'hui identifier les compétences techniques et physiques à partir d'une simple captation sur smartphone. Des algorithmes peuvent estimer le potentiel évolutif d'un adolescent, proposer un plan de développement, alerter sur les fragilités à surveiller. Encore faut-il que ces outils soient accessibles aux clubs de quartier, aux associations rurales, aux écoles publiques.

La formation des athlètes peut également être révolutionnée. Plutôt que de répéter mécaniquement les mêmes gestes, les sportifs peuvent aujourd'hui bénéficier d'un retour immédiat, mesurable, sur la qualité de leur mouvement, sur leur positionnement, sur leur temps de réaction. Les entraîneurs peuvent adapter l'intensité des séances en fonction de la récupération mesurée en temps réel. L'IA rend possible une individualisation de l'entraînement que seuls les centres d'élite proposaient autrefois. Le Maroc pourrait déployer progressivement ces technologies dans ses académies sportives, ses centres de formation, voire même dans certaines disciplines scolaires.

Mais au-delà de la performance, l'intelligence artificielle peut aussi améliorer la santé des sportifs. En analysant les micro-variations des signaux physiologiques, les algorithmes peuvent anticiper les risques de surentraînement, prévenir les pathologies musculo-squelettiques, proposer des phases de repos ajustées. Cela pourrait aider à allonger les carrières, à éviter des blessures invalidantes, à préserver le bien-être des athlètes dès les premières années. Une approche éthique de l'IA sportive implique de mettre la santé au cœur du modèle, et non la performance brute.

L'expérience des spectateurs, elle aussi, se transforme. Grâce à l'IA, les matchs peuvent être analysés en direct, les statistiques enrichies, les commentaires personnalisés, les images optimisées. Le sport devient une expérience augmentée, plus immersive, plus interactive. Cela ouvre de nouveaux horizons pour les fédérations marocaines, les diffuseurs, les organisateurs d'événements. Encore faut-il que ces innovations ne creusent pas davantage l'écart entre les grandes disciplines très médiatisées et les sports moins visibles. Le risque est réel de voir l'IA renforcer la concentration des ressources sur quelques disciplines « rentables » au détriment de la diversité sportive.

L'intelligence artificielle pose aussi la question du fair-play. Lorsque certains pays ou clubs disposent d'outils d'analyse ultra-sophistiqués et d'autres non, l'égalité des chances s'effrite. Lorsque des décisions d'arbitrage sont assistées par des systèmes opaques, le débat sur la légitimité du résultat surgit. Le sport repose sur des règles

communes, sur une perception partagée de la justice. L'introduction de l'IA ne doit pas compromettre cet équilibre. Les règles du jeu doivent être réécrites avec prudence, dans un dialogue entre techniciens, athlètes, arbitres et institutions sportives.



Le Maroc a l'occasion de bâtir une stratégie nationale d'IA sportive à la croisée de plusieurs ambitions : améliorer la performance, démocratiser l'accès à l'encadrement de qualité, prévenir les risques de santé, moderniser les pratiques, et renforcer l'impact du sport comme facteur de cohésion sociale. Une telle stratégie suppose des investissements, certes, mais surtout une vision. Elle suppose une cartographie précise des besoins par discipline, un dialogue avec les fédérations, une implication des universités de sport, des instituts de médecine sportive et des écoles d'ingénieurs. Elle suppose également de protéger les données des sportifs, de garantir la transparence des outils utilisés, et d'éviter toute dérive vers une performance déshumanisée.

Les Assises de l'IA peuvent être le point de départ de cette vision. Elles peuvent amorcer la constitution d'un écosystème marocain de sport intelligent, à la fois ambitieux et respectueux, performant et éthique. Elles peuvent faire émerger des champions mieux accompagnés, mieux formés, plus résilients. Et elles peuvent offrir aux jeunes générations, dans toutes les régions du pays, un accès équitable à un sport plus juste, plus moderne, et plus prometteur.

Dans un pays où le sport est souvent vécu comme une voie d'émancipation, parfois même comme une échappatoire sociale, l'intelligence artificielle ne doit pas être perçue comme une menace élitiste, mais comme une chance collective. Une chance de faire du sport marocain un terrain d'innovation, d'égalité et d'excellence.

Réapprendre à apprendre : l'enseignant marocain face au défi de l'intelligence artificielle

Les transformations profondes que traverse l'éducation ne concernent pas uniquement les élèves. Elles bousculent tout autant, sinon davantage, celles et ceux qui les accompagnent : les enseignants. À l'ère de l'intelligence artificielle, de la personnalisation des parcours, de l'automatisation de l'évaluation et de la multiplication des contenus numériques, le rôle du professeur est en pleine redéfinition. Et ce n'est plus seulement un choix, c'est une nécessité. Les Assises nationales de l'intelligence artificielle, qui auront lieu les 1er et 2 juillet 2025, ont choisi d'en faire un thème à part entière : « Réapprendre à apprendre : les nouveaux

savoir-faire pour les enseignants ». Une réflexion cruciale, dans un pays où le système éducatif porte encore les stigmates de décennies de réformes inachevées.

L'enseignant de demain ne sera pas seulement un transmetteur de savoir. Il sera un guide dans un univers informationnel complexe, un médiateur entre l'élève et les machines, un accompagnateur d'expériences d'apprentissage personnalisées. Face à des élèves qui peuvent accéder en quelques clics à des vidéos, des tutoriels, des synthèses générées par IA, la simple récitation du contenu devient obsolète. Ce qui compte désormais, c'est la capacité à structurer, à contextualiser, à susciter l'esprit critique, à faire réfléchir. L'intelligence artificielle ne va pas remplacer le professeur, mais elle va exiger qu'il se transforme.

Ce changement de paradigme peut susciter de l'inquiétude. Nombre d'enseignants redoutent une perte de contrôle, une dévalorisation de leur métier, une surcharge face à des outils qu'ils ne maîtrisent pas encore. Et ces craintes sont légitimes. Trop souvent, les innovations technologiques sont imposées sans accompagnement, sans dialogue, sans prendre en compte les réalités du terrain. Or, on ne changera pas l'école sans les enseignants. Mieux : on ne réussira aucune stratégie d'IA éducative sans eux.



Cela suppose aussi de revoir les dispositifs de formation initiale dans les ENS et les universités, en intégrant des unités de compétences numériques et critiques dès les premières années. Il faut créer des espaces d'expérimentation pédagogique, où les enseignants puissent tester, ajuster, partager leurs expériences. Il faut aussi valoriser les initiatives venues du terrain, encourager les pratiques innovantes, créer des réseaux de mentorat. L'intelligence artificielle, si elle est bien introduite, peut au contraire réconcilier les enseignants avec la créativité pédagogique, avec le plaisir d'enseigner autrement.

Mais la transformation ne peut être individuelle. Elle doit être systémique. Il faut repenser le rôle des directions d'établissement, souvent dépassées par la vitesse des changements. Il faut équiper les écoles, bien sûr, mais aussi repenser les emplois du temps, les évaluations, les relations avec les familles. Il faut introduire des outils d'aide à la différenciation pédagogique, des diagnostics d'apprentissage assistés par IA, des assistants de planification personnalisés. Tous ces outils

existent. Encore faut-il qu'ils soient conçus avec les enseignants, pour les enseignants.

Dans le contexte marocain, où les disparités entre zones urbaines et rurales restent criantes, où l'accès au numérique est encore inégal, où l'enseignement multilingue complexifie les situations de classe, l'IA peut être un atout à condition d'être un outil d'équité. Un professeur en zone enclavée peut accéder à des contenus adaptés, à des assistants pédagogiques en arabe ou en amazigh, à des ressources interactives pour maintenir l'attention des élèves. Mais encore faut-il que l'infrastructure suive, que la connectivité soit là, que l'électricité ne fasse pas défaut. La technologie ne remplacera jamais la politique.

Et puis il y a le rapport au savoir. L'intelligence artificielle peut générer du contenu, corriger des copies, proposer des exercices adaptés. Mais elle ne peut transmettre le goût d'apprendre, la curiosité, l'esprit de doute. Elle ne peut offrir le regard bienveillant qui encourage un élève en difficulté, ni l'autorité juste qui canalise une classe turbulente. L'enseignant reste l'un des derniers repères stables dans un monde saturé d'informations. À ce titre, il mérite plus que jamais d'être formé, soutenu, reconnu.

Les Assises de juillet pourraient être l'occasion de poser les bases d'un contrat nouveau entre l'État, les enseignants et la société. Un contrat fondé sur la confiance, l'ambition partagée, l'écoute. Il ne s'agit pas de faire entrer l'intelligence artificielle à l'école par la grande porte de l'innovation sans se soucier des conséquences humaines. Il s'agit de construire, ensemble, une école augmentée par l'IA, mais ancrée dans des valeurs profondément humaines. Une école où le savoir n'est pas une marchandise, mais une rencontre. Une école où l'enseignant n'est pas un simple rouage du système, mais le cœur battant de l'intelligence collective.

Réapprendre à apprendre, c'est donc aussi redonner au métier d'enseignant sa noblesse, sa complexité, son importance stratégique. Dans un monde qui change à grande vitesse, il n'y a pas de transformation possible sans ceux qui, jour après jour, façonnent l'avenir dans les salles de classe.



Sécurité publique et intelligence artificielle : vers une innovation au service de la confiance citoyenne

La sécurité publique, longtemps envisagée comme un domaine réservé aux forces de l'ordre et aux dispositifs traditionnels, entre aujourd'hui dans une nouvelle ère. L'intelligence artificielle, déjà présente dans les caméras de vidéosurveillance, les systèmes d'alerte, la gestion des foules ou les outils de lutte contre la criminalité, bouleverse les équilibres classiques entre prévention, intervention et libertés individuelles. À l'occasion des premières Assises de l'intelligence artificielle, le Maroc pose une question fondamentale : comment mettre l'IA au service de la sécurité publique sans compromettre les droits fondamentaux des citoyens ? Et comment faire de l'innovation technologique un outil de confiance plutôt qu'un facteur d'inquiétude ou de contrôle excessif ?

Les applications de l'IA dans ce domaine sont vastes. Des logiciels d'analyse prédictive permettent de repérer des schémas récurrents d'incivilité ou de violence dans les quartiers, d'anticiper les risques de débordement lors d'événements publics, ou de prioriser les interventions des secours. Des outils de reconnaissance faciale peuvent identifier des individus recherchés dans les espaces publics, à partir de flux vidéo analysés en temps réel. Des modèles d'analyse sémantique détectent les appels à la haine sur les réseaux sociaux, ou les signaux faibles de radicalisation. Dans un contexte global marqué par les menaces hybrides, le terrorisme, les cyberattaques et la désinformation, ces outils offrent aux autorités une puissance nouvelle d'action, de veille et de coordination. Mais cette puissance est ambivalente. Car la ligne est mince entre protection et surveillance. Entre prévention et intrusion. Entre efficacité et abus. L'histoire récente de nombreuses démocraties rappelle que la technologie, aussi avancée soit-elle, peut devenir un instrument de contrôle social s'il n'est pas encadré. Le Maroc, dans sa volonté de moderniser ses outils de sécurité, doit veiller à ne pas glisser vers une société de la méfiance automatisée. L'intelligence artificielle ne doit pas remplacer l'État de droit, ni les garanties procédurales, ni les principes d'égalité devant la loi.

Il s'agit donc de construire un cadre d'usage éthique, transparent et proportionné. Cela implique d'abord une régulation claire : quelles données peuvent être utilisées ? Pour quelles finalités ? Avec quelles garanties de suppression ou d'anonymisation ? Quelle durée de conservation ? Quelle autorité indépendante pour contrôler l'usage de ces technologies ? Il faut aussi garantir la traçabilité des décisions algorithmiques, afin de pouvoir expliquer, corriger, voire contester les résultats. Un citoyen faussement identifié ne peut être réduit à un dommage collatéral d'un système imparfait. La sécurité ne justifie pas tout.

Le Maroc peut ici tracer sa propre voie. Il dispose d'une tradition de vigilance publique, d'une expertise croissante en matière de cybersécurité,



d'un tissu d'entreprises technologiques capable de développer des solutions locales. Il peut construire un écosystème de sécurité augmentée fondé sur la confiance, la coopération et la transparence. Cela suppose d'impliquer les collectivités territoriales dans la co-construction des dispositifs, d'expérimenter à échelle réduite avant de généraliser, de privilégier les solutions open source, et de développer une ingénierie marocaine de la sécurité numérique.

Les apports de l'IA peuvent être considérables si elle est bien intégrée. Elle peut faciliter la coordination entre services d'urgence, améliorer la rapidité d'intervention en cas de catastrophe naturelle ou d'accident majeur, renforcer la sécurité routière par l'analyse intelligente des flux, détecter les départs de feu en zone forestière, alerter en cas de glissement de terrain ou d'inondation. Elle peut aussi protéger les agents eux-mêmes, en analysant les risques avant une intervention, en renforçant les systèmes de communication, en simulant des scénarios critiques pour la formation.

Mais il ne faut pas réduire la sécurité publique à une question de technologies. La première attente des citoyens reste le respect, la proximité, l'équité. Une IA qui renforce les biais existants, qui cible davantage certains groupes, qui alimente les stéréotypes ou l'arbitraire, serait une défaite pour la démocratie. L'intelligence artificielle ne doit pas devenir une béquille pour compenser des déficits humains, mais un appui pour renforcer l'intelligence collective, la justice dans l'action publique, et la sérénité dans l'espace commun.

Les Assises de l'intelligence artificielle offrent l'occasion de poser les bases d'un nouveau pacte sécuritaire : un pacte où la technologie renforce l'État sans affaiblir la société. Un pacte où les outils numériques protègent sans surveiller, préviennent sans profiler, informent sans effrayer. C'est une ligne de crête, mais c'est aussi un pari de maturité institutionnelle. Le Maroc peut le relever, s'il place la transparence, l'inclusivité et la responsabilité au cœur de sa stratégie.

La sécurité publique à l'ère de l'IA ne sera pas seulement une affaire d'innovation. Elle sera d'abord une affaire de confiance.

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



**PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..**

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS